



# Rapport annuel

2008

Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest





# SOMMAIRE

## ■ RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES GLOBALISÉS ET CONSOLIDÉS

Le contexte	p. 6
L'année 2008 pour le Groupe Crédit Mutuel LACO	p. 8

## ■ COMPTES GLOBALISÉS

Etats financiers au 31 décembre 2008	p. 22
Annexe aux comptes publiables	p. 26
Rapport des commissaires aux comptes	p. 43

## ■ COMPTES CONSOLIDÉS NORMES I.F.R.S.

Etats financiers au 31 décembre 2008	p. 46
Annexes aux comptes publiables	p. 52
Rapport des commissaires aux comptes	p. 90





# RAPPORT DE GESTION

## sur les comptes globalisés et consolidés



# LE CONTEXTE

## ■ L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2008

2008 sera vraisemblablement considérée comme une année noire du point de vue économique et financier. Nombre d'indicateurs ont marqué des points bas historiques.

La crise économique et financière s'est en effet propagée, aggravée et globalisée.

Le cercle vicieux est né, notamment, des excès en matière de financement de l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis par des prêts octroyés au plus grand nombre, sans critère de solvabilité, souvent à taux révisables et bonifiés lors des premières années. Les plus exposés de ces prêts, les désormais bien connus "subprime", ont subi une augmentation extraordinaire de leurs impayés, générant saisies, mises en vente forcées et chute des prix de l'immobilier. Comme ces prêts ont été diffusés dans la sphère financière internationale via les mécanismes de titrisation, les pertes liées à ces impayés et à la perte de valeur des biens immobiliers ont impacté leurs différents porteurs et notamment les banques, générant une crise de confiance et de liquidité.

Dans un contexte déjà difficile, le défaut de la 4<sup>ème</sup> banque d'affaires américaine, Lehman Brothers, a exacerbé les difficultés sur les marchés de dettes (marchés interbancaires et marchés obligataires privés), fragilisant le système bancaire et rendant de plus en plus difficile et coûteux le financement des banques et de l'économie. Comme dans le même temps l'économie subissait le contrecoup du choc de la hausse du prix des matières premières du 1<sup>er</sup> semestre et était impactée par cette crise de confiance et de financement, le 4<sup>ème</sup> trimestre a été particulièrement difficile, et l'ensemble des économies développées est entré en récession.

Cette situation a conduit à une intervention massive et coordonnée des pouvoirs publics et des autorités monétaires des principaux pays développés.

En matière monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a réduit son principal taux directeur de 4,25% à 2,5% et a annoncé une poursuite de ce mouvement.



Par ailleurs, elle a pris des mesures techniques pour faciliter le refinancement à court terme des banques et en réduire le coût.

Pour ce qui concerne la France, le gouvernement a mis en place un mécanisme de financement (SFEF<sup>1</sup>) et de prise de participation (SPPE<sup>2</sup>) de manière à faciliter le refinancement des banques sur des durées intermédiaires (jusqu'à 5 ans) et à renforcer la solvabilité du système par des apports en fonds propres.

En matière économique, les pays développés mettent chacun en place des plans de relance de leurs économies, notamment au travers d'investissements d'infrastructures et généralement de manière ambitieuse (plan de 787 Md\$ soit environ 6% du PIB pour les Etats Unis).

<sup>1</sup> Société de Financement de l'Economie Française

<sup>2</sup> Société de Prise de Participation de l'Etat

Pour autant, il reste aujourd'hui difficile de prévoir l'évolution de la situation économique et la sortie de crise compte tenu de la complexité de la situation.

Au regard des tendances actuelles dans certaines branches industrielles ou secteurs d'activités (automobile, immobilier...), il apparaît cependant difficile dans un premier temps d'éviter une contraction d'activité et une montée du chômage.

Le retour de la confiance est bien sûr la clé d'une amélioration de l'économie, qui passe aussi par une redéfinition des règles de la gouvernance économique et financière mondiale.





# L'année 2008 POUR LE CRÉDIT MUTUEL LACO

## LES FAITS SIGNIFICATIFS

### LA POURSUITE DE LA DÉMARCHE STRATÉGIQUE

Si l'ampleur de la crise a créé la surprise, le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest avait toutefois anticipé les évolutions de son environnement dans le cadre de la réflexion stratégique qu'il conduit depuis 2006. Une réflexion qui se traduit par une évolution de son organisation et de son offre avec le souci de s'appuyer davantage sur les outils développés au plan national par le Crédit Mutuel/CIC, dans une logique de rationalisation des coûts et d'optimisation des services proposés aux sociétaires et clients.

Cette réflexion s'est concrétisée en 2007 et 2008 par des choix stratégiques arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### • Au niveau de l'organisation du Groupe

Le CM LACO s'inscrit dans une démarche de mise en commun de moyens au sein du monde Crédit Mutuel/CIC. Dans cette logique, les activités de production bancaire et de logistique sont progressivement confiées à un groupement d'intérêt économique qui a été créé en avril 2008 par plusieurs Fédérations de Crédit Mutuel en partenariat avec les banques du CIC. Le Crédit Mutuel LACO a choisi d'être partenaire de ce GIE, baptisé Crédit Mutuel/CIC Services, dont le siège est installé à Nantes. Les activités gérées par ce GIE sont organisées autour de 5 plateformes régionales dont une à Nantes.

#### • Au niveau de l'offre de produits et services

Le CM LACO a également décidé de s'appuyer sur les outils nationaux les plus complets du monde CM/CIC pour faire évoluer son offre de produits et services et l'adapter à l'évolution des besoins de ses clients.

En matière d'assurances par exemple, c'est l'offre des "Assurances du Crédit Mutuel" qui a été retenue. La bascule du portefeuille des contrats d'assurances IARD du CM LACO, jusqu'à présent gérés par Suravenir Assurances, a eu lieu en juin 2008. L'opération s'est déroulée par voie informatique, dans le cadre réglementaire, de façon transparente pour les clients assurés, avec le maintien des garanties et des conditions établies pour chaque contrat. Aujourd'hui, une plateforme des ACM est installée à Nantes, avec en perspective quelque 200 emplois.

### AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS

Plusieurs événements significatifs impactent les comptes de l'année 2008 :

- > le CM LACO a enregistré en revenus des titres à revenu variable, deux dividendes exceptionnels : l'un de 15 millions d'euros versé par sa filiale Suravenir Vie, l'autre de 9,6 millions d'euros versé sous forme d'acompte par Crédit Mutuel Cartes de Paiement.





> la décision du Groupe CM LACO de mettre fin à son partenariat avec le Groupe Crédit Mutuel Arkéa dans le domaine de l'assurance IARD, se traduit dans les comptes sociaux 2008 par la constatation, dans le poste gains ou pertes sur actifs immobilisés, d'une plus-value de 38,9 millions d'euros, liée à la cession des participations détenues dans Suravenir Assurances Holding et dans Infolis à la Compagnie financière du Crédit Mutuel Arkéa.

> Les incidences de la crise financière.

En 2008, le CM LACO a déclassé en créances douteuses un encours de 33,2 millions d'euros d'obligations Lehman Brothers et Landsbanki dépréciées pour 30 millions d'euros, inscrits en coût du risque.

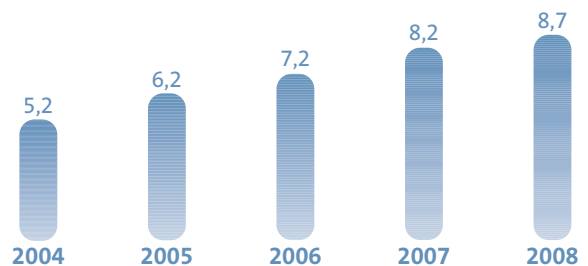
De plus, compte tenu de l'élargissement des "spread de crédit" constatés en 2008, des dépréciations complémentaires de 30,3 millions d'euros ont été réalisées sur les autres titres en portefeuille, inscrites au poste gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

Le CM LACO n'a pas appliqué les possibilités offertes par le règlement 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable. Il n'y a donc pas eu de reclassification des titres en portefeuille, qui sont valorisés à leur valeur de marché.

Quant aux crédits d'équipement et de trésorerie pour les Professionnels, on compte quelque 9 338 dossiers, dont 4 870 pour l'agriculture.

Au total, l'encours de crédit s'élève à 8,7 milliards d'euros, en progression de 7%.

Crédits : 8,7 milliards € au 31 décembre 2008



#### DES RISQUES EN PROGRESSION

L'encours des créances douteuses et contentieuses évolue de + 22% en 2008 alors que le taux de risques est de 2,43%.

Le taux de couverture ressort à 46,23% et les dépréciations sur créances douteuses s'élèvent à 98 millions d'euros contre 84 millions d'euros en 2007.

Les pertes sur créances s'élèvent à 6,6 millions d'euros contre 4,7 millions d'euros en 2007.

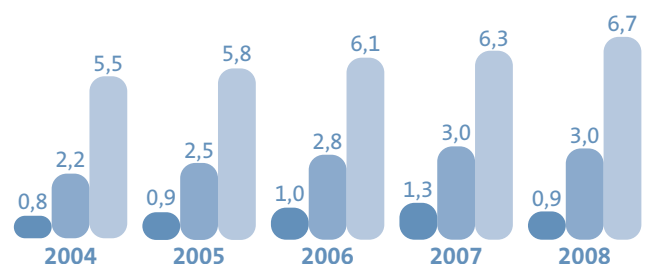
#### L'IMPACT DES DÉVALORISATIONS BOURSILIÈRES

A 10,7 milliards d'euros, l'encours d'épargne est quant à lui resté stable (+ 0,5%).

Les dévalorisations boursières ont pesé sur l'encours d'épargne financière alors que l'épargne bilantielle progresse de plus de 6%.

Dans ce domaine, la collecte s'est principalement orientée sur les Livrets et notamment sur le Livret Bleu.

Epargne : 10,7 milliards € au 31 décembre 2008



● Epargne financière ● Epargne assurance ● Epargne bilantielle

## UN NIVEAU D'ACTIVITÉ QUI RALENTIT SENSIBLEMENT MAIS QUI RESTE CORRECT

### LES INCIDENCES DU RETOURNEMENT DU MARCHÉ DE L'IMMOBILIER

Même si le ralentissement de l'activité de l'immobilier commençait à se faire sentir à la fin de l'année 2007, l'année 2008 a vu le phénomène de retournement du marché se concrétiser avec des niveaux de vente en baisse et des ménages devenus attentistes ou non solvables du fait de la crise économique.

Une situation qui n'est pas sans effet sur le niveau de production en matière de crédit habitat même si l'on enregistre encore plus de 21 000 dossiers en 2008.

Les rythmes de progression des encours de crédit à l'habitat restent significatifs au niveau du Groupe (7,2%) mais nettement en deçà de ce qui était enregistré au cours des années précédentes.

Les encours de crédits à la consommation sont quant à eux stables. 35 595 dossiers ont été enregistrés.

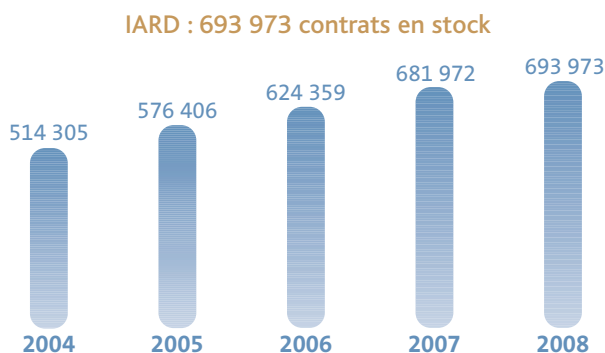


## LE CHOIX DE RESTER INSCRIT DANS UNE DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Les conséquences de la crise économique et de la crise immobilière sur le niveau d'activité n'ont pas empêché les équipes des caisses de rester mobilisées aux côtés des clients pour apporter des services de qualité et construire des solutions d'épargne, de crédit, de moyens de paiement ou d'assurance adaptées aux besoins de chacun.

En matière d'assurance, le Groupe qui s'appuie désormais sur l'offre des Assurances du Crédit Mutuel, comptabilise aujourd'hui 693 973 contrats pour les Particuliers.

Le déploiement d'une offre complète d'assurances destinée aux Professionnels est prévu pour le second semestre de 2009.



Outre la poursuite de l'équipement de sa clientèle, le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest a continué à se développer auprès de nouveaux clients. Il en compte aujourd'hui plus de 718 000. 92% d'entre eux sont des Particuliers.

Les modes de consommation de ces clients évoluent avec une utilisation croissante des services de banque à domicile. On enregistre en 2008 une progression de 34% des connexions sur le site Internet du Groupe. Un site qui vient d'être modernisé pour intégrer les nouvelles possibilités d'animation offertes par la technologie.

La technologie évolue également rapidement en matière de moyens de paiement avec des perspectives de paiement par téléphone portable (paiement sans contact). Compte-tenu de ces perspectives, le Crédit Mutuel diversifie son offre pour mettre à disposition de ses clients des solutions de téléphonie complète.

Au Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest, on compte aujourd'hui près de 10 000 contrats souscrits. Un chiffre qui devrait progresser de façon significative en 2009.

## AVEC DES INVESTISSEMENTS SIGNIFICATIFS

Le choix d'une politique de développement des activités du réseau est toujours d'actualité et s'appuie sur des investissements significatifs notamment au niveau des effectifs et des infrastructures.

### • au niveau des effectifs

68 recrutements ont été réalisés en 2008. Sur les cinq dernières années, 430 personnes ont été recrutées par le CM LACO.

L'effectif était de 1 968 salariés à la fin de 2008. Il est quasi stable par rapport à la fin de 2007.

Comme chaque année, un programme de formation ambitieux a par ailleurs été développé pour accroître les compétences des collaborateurs, qu'ils soient jeunes embauchés ou expérimentés. Au total, plus de 10 000 journées de formation ont été organisées.

### • au niveau des infrastructures

Comme au cours des années précédentes, le CM LACO a poursuivi sa politique d'investissement en matière d'infrastructures afin de maintenir et de développer la qualité d'accueil de ses locaux.

Une nouvelle caisse a été créée sur S<sup>t</sup> Nazaire dans le quartier d'Océanis et un bureau a été ouvert à Buxerolles dans le département de la Vienne.

14 caisses ont par ailleurs été rénovées sur l'ensemble du Groupe.

## L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE

2008 marque un changement de tendance sur l'évolution de la trésorerie du Groupe.

En effet, si sur un an le besoin de refinancement net a progressé de 543 millions d'euros, un rééquilibrage se produit progressivement entre la distribution de crédit, qui connaît un ralentissement de la demande, et la collecte de dépôts au bilan.

En matière de ressources longues, le CM LACO obtient des refinancements auprès de la CRH, de la BFCM et directement sur le marché. En 2008, compte tenu du contexte, 54 millions d'euros ont été empruntés auprès de la SFEF et 111 millions d'euros auprès de la CRH.

Le coût de refinancement a poursuivi sa hausse à 4,76%, contre 4,20% en 2007.



Cette évolution s'explique, par la hausse du spread des refinancements sur les marchés, la baisse des taux directeurs de la BCE n'étant intervenue progressivement qu'à partir de l'automne. En matière de gestion du risque de taux, des opérations payeuses de taux fixe ont été réalisées de manière à respecter le cadre interne défini dans la gestion de ce risque.

Pour 2009, il est prévu une stabilisation, voire une diminution du besoin de refinancement sur les marchés financiers.

En matière de risque de contrepartie, la dégradation de la situation sur les marchés de dettes interbancaires a affecté le portefeuille du CM LACO :

- > Sur les banques en défaut, une provision de 30 millions d'euros a été constatée.
- > Des provisions complémentaires de 30,3 millions d'euros ont été dotées sur les autres titres en portefeuille.
- > Des cessions de titres ont été réalisées faisant ressortir une moins value de 5,2 millions d'euros.

Il n'y a pas eu de reclassification des titres en portefeuille, qui sont valorisés à leur valeur de marché.

## CM LACO : DES RÉSULTATS SOCIAUX EN BAISSÉ MAIS DES FONDAMENTAUX SOLIDES

### LES RÉSULTATS

Impacté par les dotations aux provisions sur titres de placement, le PNB du CM LACO diminue de 12%.

Corrigé des éléments exceptionnels (dépréciation des titres de placement, dividendes exceptionnels), son évolution serait de - 2,8% reflétant la contraction de la marge financière conséquence de l'accroissement des coûts de refinancement.

L'évolution des commissions de 100 millions d'euros à 93 millions d'euros s'explique par la baisse des commissions crédits du fait du ralentissement de la production et des commissions sur épargne financière mais provient principalement d'une diminution non-récurrente des commissions IARD suite au transfert des contrats de Suravenir Assurances aux ACM. Son impact est évalué à 5 millions d'euros.

Les frais généraux sont maîtrisés et progressent de 2,3%. Hors éléments exceptionnels, le coefficient d'exploitation ressort à 67,9%.

L'augmentation de 36 millions d'euros du coût du risque s'explique par :

- > l'impact de 30 millions d'euros des dépréciations sur les banques en défaut
- > l'accroissement de 6 millions d'euros des dépréciations sur crédits à la clientèle.

La baisse du résultat net d'exploitation est partiellement compensée par les résultats de la cession des titres Suravenir Assurances Holding et Infolis.

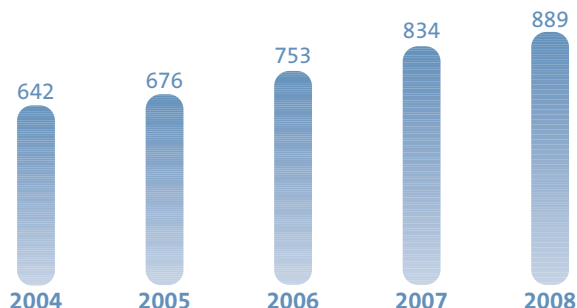
Compte-tenu de ces éléments, le résultat net du Groupe s'établit à 42,8 millions d'euros.

### LES CAPITAUX PROPRES GLOBALISÉS

Au 31 décembre 2008, les capitaux propres s'élèvent à 889 millions d'euros.

Ils permettent de satisfaire aux obligations réglementaires en matière de ratios.

Capitaux propres : 889 millions au 31 décembre 2008



### LES PARTICIPATIONS

Les participations du CM LACO d'un montant de 515 millions d'euros sont détenues principalement dans le domaine des assurances (60%), dans le domaine bancaire (32%), et dans le domaine de l'immobilier (6%).

La principale acquisition de l'exercice a été le rachat à la Banque Fédérative du Crédit Mutuel de titres ACM pour un encours de 201 millions d'euros portant notre participation à 6%.



## LES FILIALES CONSOLIDÉES DU GROUPE CM LACO

### LE PÉRIMÈTRE

En 2008, le périmètre de consolidation du Groupe CM LACO a connu les évolutions suivantes :

- > cession au Groupe Crédit Mutuel Arkéa du pôle Suravenir Assurances en juin 2008 conformément au protocole de séparation amiable signé le 31 décembre 2007.
- > déconsolidation de la BCME suite à la dilution du CM LACO consécutive à la non souscription à la dernière augmentation du capital (le taux de détention de la Caisse Fédérale passant de 20% à 16%).
- > cession hors-groupe en mai 2008 de la société de courtage d'assurances Lebrun.
- > cession aux minoritaires fin 2008 des sociétés de franchise immobilière Avis Immobilier et Avis Développement.

### L'ACTIVITÉ DES FILIALES CONSOLIDÉES EN 2008

La propagation de la crise financière à l'économie s'est également matérialisée par un fort ralentissement de l'activité immobilière sur le dernier trimestre de l'année. Ataraxia et l'ensemble de ses filiales ont été affectées par la baisse du nombre d'opérations réalisées tant dans les ventes de logements (- 35% sur le neuf) que dans la commercialisation de terrains à bâtir (394 lots vendus en 2008 contre 607 en 2007). La contribution du pôle Ataraxia au résultat consolidé reste positive à 0,8 million d'euros mais l'année 2009 risque d'être difficile et Ataraxia dans le cadre de son plan stratégique, envisage une restructuration du Groupe et un Plan de Sauvegarde de l'Emploi.

Suite à la cession du cabinet Lebrun, le pôle d'assurance courtage maintient son activité avec une contribution au résultat consolidé de 0,2 million d'euros.

Les autres filiales de moyens intégrées globalement et qui gravitent autour du CM LACO (agriculture, recouvrement et marketing téléphonique, gestion immobilière...) dégagent toutes des résultats positifs pour un montant global de plus de 2 millions d'euros et permettent de maintenir de manière rentable un effectif de près de 80 personnes.





## CM LACO : LES COMPTES CONSOLIDÉS 2008

### LE RÉSULTAT

Compte tenu des circonstances défavorables enregistrées en matière d'activité économique et financière, le résultat consolidé part du Groupe à 49,5 millions d'euros est en net repli (- 46%) mais reste néanmoins positif. Le Produit Net Bancaire consolidé ressort à 283 millions d'euros contre 327 millions d'euros en 2007 sous l'effet des baisses conjuguées de la marge d'intérêt (- 8 millions d'euros), des plus-values sur actifs financiers (- 22 millions d'euros), des commissions nettes (- 8 millions d'euros), et du chiffre d'affaires sur activités non bancaires (- 12 millions d'euros dont - 7 millions d'euros sur l'activité immobilière du Groupe Ataraxia).

L'augmentation des dividendes perçus (+ 7 millions d'euros) et la stabilité des frais généraux à 202 millions d'euros, ont permis de ne pas dégrader davantage le Résultat Brut d'Exploitation.

La conjoncture 2008 a également pesé sur le coût du risque en hausse de plus de 300% à 50 millions d'euros dont 30 millions au titre des dépréciations sur les banques en défaut (Lehman Brothers et Landsbanki).

Les résultats consolidés de cessions/dilutions enregistrées sur les titres de filiales qui sortent du périmètre du Groupe se sont élevés à 18,9 millions d'euros (abandon d'activité du pôle Suravenir Assurances : 16,1 millions d'euros ; dilution de la BCME : 2,8 millions d'euros).

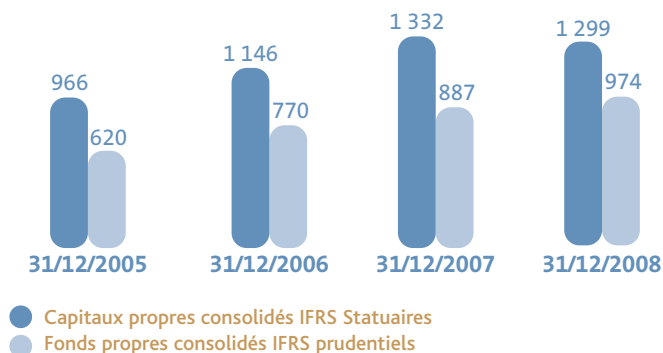
Après prise en compte de la créance d'impôt de 3,4 millions d'euros, de la quote-part de résultat positive de Synergie Finance mise en équivalence (6,5 millions d'euros), le résultat consolidé IFRS s'établit donc à 49,7 millions d'euros dont 49,5 millions d'euros part du Groupe. La Marge Nette d'Autofinancement s'élève à 44,9 millions d'euros après versement des dividendes aux parts sociales B.

### LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Sous l'effet de la baisse de la valorisation des titres disponibles à la vente enregistrée en gains ou pertes latents ou différés (- 80 millions d'euros), les capitaux propres passent de 1,33 à 1,30 milliard d'euros mais restent conséquents puisqu'ils représentent plus de 9% du total bilan du Groupe.

Avec un niveau de fonds propres prudentiels de 974 millions d'euros, la solidité financière du CM LACO est assurée et permet de respecter le ratio de solvabilité Bâle II qui ressort à 14,45% (norme 8%) après prise en compte des exigences additionnelles au titre des mesures transitoires.

Evolution en millions d'euros des fonds propres consolidés IFRS statutaires et prudentiels



### LES PERSPECTIVES

L'année 2009 se présente dans un environnement de taux plus favorable à la préservation des marges réalisées au travers de l'activité commerciale mais la crise économique ne sera pas sans peser sur les niveaux de production, avec par ailleurs des incidences probables sur le coût du risque qui devrait encore progresser.

La vigilance est donc de mise au sein des équipes qui restent toutefois inscrites dans une dynamique de développement offensive en s'appuyant sur des outils performants et sur une gamme de produits et services complète, en matière de bancassurance mais aussi de produits dits de diversification comme la téléphonie mobile, dans la perspective offerte par la technologie du paiement sans contact.

Le Groupe Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest poursuit par ailleurs la réflexion stratégique qu'il a engagée depuis 2006 pour faire évoluer son organisation au regard des mutations de son environnement. Des changements importants ont d'ores et déjà été conduits avec la décision de participer à la construction du GIE CM-CIC Services dans une logique de mise en commun de moyens destinée à rationaliser les coûts. La fin de la bascule des activités de production et de logistique bancaire est prévue en 2009. Côté offre, la convergence s'organise progressivement vers une gamme de dimension nationale afin de disposer des moyens qui permettront de l'adapter aux besoins et nouveaux comportements des clients.

Le groupe de travail mis en place en 2008 pour définir le scénario d'évolution stratégique à privilégier au sein du monde CM-CIC devrait quant à lui produire ses propositions à l'automne 2009.



## LA GESTION DES RISQUES

### LE RISQUE DE CRÉDIT

La caisse locale de Crédit Mutuel constitue la clé de voûte en terme de détection et de traitement des risques engagements. Dans cette logique, le réseau des caisses est assisté par les entités centrales pour mener des actions concertées et diligentes dans le domaine de l'expertise et de la surveillance des engagements ainsi que dans le domaine du recouvrement amiable et contentieux.

#### • Risque de contrepartie

Le CM LACO utilise le système de notation interne des clients mis en place par le Groupe CM-CIC afin de mesurer les probabilités de défaut et en déduire une cotation.

La notation interne est une note d'évaluation du risque, unique pour chaque tiers client de la banque. Elle est mise à jour régulièrement et est exploitable par tous les acteurs du système d'information. La cotation est issue d'une analyse statistique sur notre référentiel client et est exprimée sur une même échelle de valeurs de notes (12 cotations) quelque soit le marché.

Les 12 cotations se décomposent de la façon suivante :

- > 9 classes de clients sains : A+, A-, B+, B-, C+, C-, D+, D-, E+
- > 3 classes de clients en défaut (E- douteux simples, E= pour les douteux compromis (douteux d'une durée supérieure à 12 mois) et F contentieux).

Le système de notation interne, adopté par le CM LACO a été homologué, au niveau national par la Commission Bancaire, pour les portefeuilles Retail et Banque. Il reste à valider pour les agriculteurs (Retail) et le corporate.

Les modèles des autres segments de clientèle (SCI, grands comptes,...) sont en cours de refonte.

Les cotations interviennent dans nombre de domaines opérationnels : la décision risque, la gestion au quotidien, le recouvrement, le provisionnement, le contrôle, le ciblage des clients, la performance du commercial et le suivi de la qualité de son portefeuille.

#### • Politique et limites de risques crédit

Compte tenu de son positionnement comme banque de détail de dimension régionale, de sa clientèle essentiellement composée de Particuliers, le CM LACO dispose d'un cadre général de limites qui se compose :

- > d'une affectation de fonds propres,
- > de limites opérationnelles d'encours par marché et par cotations,
- > de limites d'engagements sur une même contrepartie en pourcentage des fonds propres pour chaque marché,

- > de limites qualitatives définissant des niveaux de risques maximums, dans le domaine de l'immobilier (y compris promotion immobilière), des professionnels et de l'agriculture.

Le suivi des limites et de la politique des risques crédit est communiqué trimestriellement au Directeur Général, au Directeur Gestion Finance et au Directeur des Engagements.

En cas de dépassement de la limite fixée, une information est diffusée auprès du Conseil d'Administration.

En cas d'atteinte de 95% de la limite fixée, une alerte est donnée dans le cadre du suivi trimestriel.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le suivi des limites et de la politique des risques crédit est assuré par la Direction des Risques.

### DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS

Les limites en matière de pouvoirs reposent sur le principe des délégations et subdélégations intuitu personae. Les pouvoirs sont révisables à tout moment entre le délégant et le délégataire.

Le système de pouvoirs est encadré par un règlement des crédits qui fait l'objet d'une révision annuelle, en fonction des évolutions internes (Organisation), externes (Marchés), par rapport à l'évolution des risques (Filières d'activité).

L'outil communautaire DELEG est déployé au CM LACO depuis juin 2006. Pour chaque collaborateur, sont paramétrés les montants délégués. Ces derniers varient en fonction de la cotation clients, de la nature des créances et des garanties prévues à l'octroi. Les encours sont consolidés en fonction des groupes créés dans le système d'information (Famille, Siren, CRD). Cet outil permet donc de contrôler les pouvoirs a priori, d'assurer le respect du circuit de décisions et de tracer les événements dans le système d'information.

#### • Suivi des risques

Le suivi des risques au quotidien est de la responsabilité des Caisses Locales, via l'application "Gestion des débiteurs". Le Directeur de la Caisse Locale dispose d'un outil de suivi des comptes irréguliers. Il peut paramétrer cet outil en fonction des produits, marchés, cotations, chargés de clientèle, montants, durées, lui permettant d'effectuer des contrôles.

En 2008, l'outil DELEG a été intégré dans l'outil de gestion des débiteurs permettant ainsi d'orienter directement la décision de paiement vers le décideur habilité.

Le Directeur dispose également d'une application de détection et de gestion des créances douteuses, qui doit faire l'objet d'un traitement mensuel.

Le CM LACO a renforcé son dispositif de détection et de traitement le plus en amont possible des situations sensibles, par la prise en charge du recouvrement amiable Particuliers au sein de la plate-forme communautaire CM-CIC Services, et, par la création d'un pôle Recouvrement amiable Professionnel et Agriculture rattaché au Directeur des Engagements.

Ces applications sont complétées par la mise à disposition d'outils et de requêtes de détection et d'analyse des risques à destination des différents niveaux de décideurs :

- > Caisses Locales
- > SAV (back offices crédits)
- > Direction des Engagements, ...

Des analyses de la qualité des engagements et des principaux dossiers de créances contentieuses sont réalisées trimestriellement par les pôles dédiés de l'Expertise crédits et par le service Contentieux.

Un point Risques trimestriel organisé par la Direction des Risques avec le Directeur des Engagements, les Responsables des pôles Expertise Crédits, le Responsable du Contrôle de gestion, le pôle Recouvrement amiable et le pôle Etudes. Il vise à analyser la qualité globale du portefeuille crédits (statistiques par Caisse, Direction et marché et un détail clients) et son évolution. Une synthèse est transmise à la Direction générale.

Au plan Fédéral, un rapport sur l'évolution des crédits est fait régulièrement auprès de la Commission Fédérale des Risques.

A titre d'exemple, sont analysés :

- > les retards par marché,
- > l'évolution des créances en situation de risque (douteux et contentieux) par secteur économique et zone géographique.

## LES RISQUES DE TAUX ET DE MARCHÉ

La salle des marchés du CM LACO a pour missions principales de gérer la trésorerie de la banque et le risque de taux. Les activités de marchés constituent pour le CM LACO des activités complémentaires à son activité de banque de réseau.

L'exposition aux risques de taux fait l'objet d'une présentation régulière au Comité Actif Passif, présidé par le Directeur Général, organe exécutif. Ce comité qui se réunit 3 fois par an décide des options fondamentales en matière d'exposition du bilan au risque de taux, de sensibilité de la marge et de scénarios de production commerciale.

A partir des niveaux de risques acceptés, la Direction Gestion Finances, au travers du Groupe de Pilotage Financier (GPF), assure la mise en œuvre des décisions prises. Les comptes rendus des GPF mensuels sont transmis au Directeur Général pour validation.

Un reporting sur les décisions prises est, par la suite, présenté au minimum 2 fois par an à la Commission Fédérale des Risques puis au Conseil d'Administration.

### • Le risque de taux d'intérêt global

L'évaluation du risque de taux est basée sur 2 méthodes :

- > la mesure des GAP, qui permet de visualiser les écarts entre les différentes indexations de taux présentes au bilan et hors bilan (taux fixe, taux indexé à des taux à court moyen ou long terme, à l'inflation) ;
- > la simulation de variations des taux d'intérêts, qui permet de mesurer l'impact sur le PNB des variations de la courbe des taux, et/ou de l'inflation.

Les prévisions de productions commerciales sont ajoutées aux éléments du stock, de manière à obtenir une vue dynamique du risque de taux.

Les conventions et limites utilisées par le CM LACO sont homogènes avec celles définies au niveau national par le Groupe CM-CIC.

La limite de sensibilité du PNB est fixée à 6% pour une variation des taux de 1%, sur un horizon de 5 ans, soit un niveau plus restrictif que la limite nationale CM-CIC fixée à 8% du PNB sur 2 ans. Une mesure de la sensibilité de la VAN du bilan est réalisée mais non intégrée au système de limites.

### • Le risque de liquidité

La gestion de la liquidité du Groupe s'inscrit dans le cadre de la gestion Actif Passif du CM LACO.

Des limites internes sont fixées en matière de risque de liquidité sur la base du ratio réglementaire à moins d'un mois et du coefficient de liquidité à moyen et long terme :

- > 110% pour le ratio de liquidité (exigence réglementaire fixée à 100%),
- > 85% pour le coefficient de liquidité (couverture des emplois à plus de 5 ans par des ressources à plus de 5 ans).

L'impasse en liquidité est bien sûr un élément complémentaire qui est suivi.



Depuis fin 2000, le CM LACO est emprunteur net sur le marché et se refinance sous forme d'émissions de CDN, de BMTN, d'emprunts interbancaires, de recours aux emprunts CRH ou au travers d'une convention de refinancement auprès de la BFCM.

Le suivi de la liquidité fait l'objet d'une attention particulière. Un reporting est présenté à chaque Comité Actif Passif, qui décide de la stratégie à mettre en place. Le Groupe de Pilotage Financier est chargé de la mise en œuvre opérationnelle des décisions.

En 2009, un réexamen du scénario de "stress" en matière de liquidité sera réalisé au vu de recommandations nationales sur le sujet et de la crise actuelle.

- **Les risques de marché**

L'essentiel des risques liés aux activités complémentaires de négociation pour compte propre portent sur le risque de contrepartie.

Une affectation de fonds propres a été définie pour ces opérations et est réexaminée chaque année. Cette limite globale est complétée par des limites opérationnelles :

#### LIMITES DE CONTREPARTIES

Pour les contreparties bancaires, elles s'appuient sur le travail de la cellule Information Financière Contreparties de la CNCM.

Les limites du CM LACO représentent au maximum 10% de la limite nationale CM-CIC, avec un plafond à 50% des Fonds Propres du Groupe sur une contrepartie (une limite plus restrictive est mise en place pour 2009 : 3% de la limite maximum possible au niveau national, après accord de la cellule d'analyse, et 10% maximum des fonds propres du CM LACO).

Les limites sur les contreparties non bancaires sont mises en place sur proposition du Groupe de Pilotage Financier après accord de la Commission Fédérale des Risques et du Conseil d'Administration du CM LACO.

Ces limites font l'objet d'un suivi quotidien. Des procédures en cas de dépassement de limites sont décrites dans la charte des activités de marchés. Tout dépassement éventuel doit faire l'objet d'une décision.

#### LIMITES DE PORTEFEUILLE

Une liste des instruments financiers et stratégies autorisés est énumérée dans la charte des activités de marchés : marchés autorisés, localisation des émetteurs, forme juridique des instruments, ...

Des limites ont également été fixées en montant et par stratégie pour les opérations dites autonomes.

Le Comité Actif Passif a, par ailleurs, autorisé la constitution d'une allocation long terme appelée "portefeuille de diversification".

#### LIMITES DE TRADING

Le portefeuille de transaction fait l'objet d'un double système de limites : positions ouvertes et pertes.

Toutes les opérations de trading sont suspendues depuis octobre 2008.

Par ailleurs, une liste des intermédiaires agréés est officialisée dans la charte des activités de marchés.

#### **LE RISQUE OPÉRATIONNEL**

Le CM LACO s'inscrit pleinement dans la politique générale de gestion des risques opérationnels du Groupe CM-CIC, qui poursuit l'objectif de contribuer au pilotage du Groupe par la maîtrise des risques et de leurs coûts.

Au niveau régional, la Direction Générale est responsable de la mise en œuvre du dispositif, élabore la politique générale des risques, s'appuie sur son gestionnaire de risques opérationnels pour développer le dispositif dans toutes les activités. Le Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale (organe délibérant) valide la politique générale de risque, suit régulièrement le profil global des risques, est informé des évolutions des risques et s'assure que le dispositif est audité.

La constitution d'un historique fiable et exhaustif des sinistres est l'une des clés de voûte de la politique Générale des Risques Opérationnels.

L'intégration du risque opérationnel à la démarche de contrôle interne, les actions de sensibilisation menées vers le réseau par le gestionnaire de risques opérationnels, les synergies mises en place avec le contrôle permanent et enfin la mise à disposition de requêtes comptables tendent à améliorer considérablement l'exhaustivité de ces reportings.

Les Plans de Continuité d'Activité (PCA) et la gestion de crise constituent le dispositif de protection en matière de risques opérationnels. Depuis 2006, le CM LACO a effectué la personnalisation des PCA types élaborés par le Groupe.

Par ailleurs, le gestionnaire de risques opérationnels du CM LACO contribue à l'élaboration de plusieurs cartographies nationales de risques, en appliquant les référentiels CM-CIC.





Le CM LACO, dont l'activité est essentiellement la Banque de détail, connaît une exposition aux risques opérationnels relativement stable depuis plusieurs années. La sensibilisation des différents acteurs de la Banque aux risques opérationnels s'est accrue au fil des années mais des actions en ce sens doivent continuer à être menées.

## LE CONTRÔLE INTERNE

Le CM LACO adapte constamment son organisation du contrôle interne pour renforcer le contrôle de ses risques et se conformer aux exigences réglementaires.

### DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DE L'ORGANISATION

#### DES CONTRÔLES :

Le contrôle de premier niveau est réalisé dans le cadre opérationnel par les opérateurs eux-mêmes et leur responsable hiérarchique direct. Ceux-ci disposent, pour ce faire, d'outils et de procédures conçus pour les aider dans la démarche. Les risques et les résultats des contrôles dans les Caisses Locales sont examinés dans les Commissions des Risques ou Conseils d'Administration.

Le contrôle de deuxième niveau est principalement du ressort des intervenants de la Direction des Risques. Ceux-ci ont pour mission le pilotage, l'animation des dispositifs, la formation / information, l'animation des correspondants, la coordination des actions de contrôle de premier niveau et la réalisation de contrôles permanents de second niveau. La Direction des Risques intègre également les fonctions Conformité, Lutte Anti Blanchiment, Conformité des Services d'Investissement et Relations Clientèle.

Le contrôle de troisième niveau est assuré par l'Inspection / Audit, au titre du Contrôle Périodique. Par ses missions, qui couvrent l'ensemble des risques et du périmètre du Groupe (Réseau, Siège, Filiales), l'Inspection / Audit s'assure de l'efficacité des dispositifs de contrôle interne permanent. Elle est également chargée de certifier les comptes des Caisses Locales conformément à la délégation reçue de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Le Conseil d'Administration Fédéral, organe délibérant du Groupe, a constitué, en application des textes réglementaires, une Commission de Contrôle chargée du suivi des travaux de contrôle et de l'information au Conseil d'Administration et fin 2008, une Commission Fédérale des Risques pour la politique et le suivi des risques de l'Etablissement.

Le rôle et le mode de fonctionnement de la Commission de contrôle sont ceux d'un Comité d'Audit tels que définis dans le CRBF 97-02.

Le rapport annuel sur le contrôle interne établi par le CM LACO reprend en détail l'organisation des dispositifs et fonctions de contrôle ainsi que les enseignements des résultats des contrôles internes. Il a fait l'objet d'une présentation au Conseil d'Administration Fédéral.

## L'EXPOSITION AUX RISQUES DU GROUPE CM LACO

### NOTE R1 - RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Au 31 décembre 2008, le CM LACO respecte les différents ratios réglementaires :

#### • Solvabilité

Le ratio de solvabilité Bâle II au 31 décembre 2008 après déduction des exigences transitoires s'établit à 14,45% (norme 8%). L'encours global des risques pondérés s'élève à 6 736 millions d'euros pour des fonds propres globaux de 975 millions d'euros dont 1 006 millions d'euros de fonds propres de base et 136 millions d'euros de fonds propres complémentaires et des déductions de 167 millions d'euros.

La répartition des risques pondérés est la suivante :

- > risques de crédit : 4 301 millions d'euros
- > risques de marchés : 29 millions d'euros
- > risques opérationnels : 402 millions d'euros
- > encours / exigence additionnelle au titre des mesures transitoires : 2 005 millions d'euros

#### • Liquidité

Au 31 décembre 2008, le coefficient de liquidité du CM LACO était de 138% (norme 100%), soit un excédent de liquidité de 629 millions d'euros.



## NOTE R2 - SUIVI DU RISQUE DE CRÉDIT

Exposition (k€)	31/12/2008	31/12/2007
<b>Prêts et créances :</b>		
• Etablissements de crédit	2 973 572	2 826 128
• Clientèle	8 895 433	8 301 736
• Exposition brute	11 869 005	11 127 864
• Provisions pour dépréciation	- 106 906	- 92 528
• Etablissements de crédit	- 219	
• Clientèle	- 106 687	- 92 528
<b>Exposition nette</b>	<b>11 762 099</b>	<b>11 035 336</b>

Exposition (k€)	31/12/2008	31/12/2007
<b>Engagements de financement donnés :</b>		
• Etablissements de crédit	119 692	67 811
• Clientèle	797 781	956 869
<b>Engagements de garantie donnés :</b>		
• Etablissements de crédit	1 161	1 460
• Clientèle	166 043	182 444
• Provisions pour risques sur engagements donnés	323	350

Titres de créances : valeur comptable en k€	31/12/2008	31/12/2007
Effets publics		15 995
Obligations	816 204	1 061 956
Instruments dérivés	136 525	85 761
Pensions et prêts de titres		
<b>Exposition brute</b>	<b>952 729</b>	<b>1 163 712</b>
<b>Provisions pour dépréciation des titres</b>		
<b>Exposition nette</b>	<b>952 729</b>	<b>1 163 712</b>

Structure des encours interbancaires par notes :	31/12/2008	31/12/2007
AAA et AA+	7,27%	0,62%
AA et AA-	45,06%	64,55%
A+ et A	23,10%	21,71%
A- et BBB+	12,15%	11,93%
BBB et en dessous	12,42%	1,19%

Répartition géographique des prêts interbancaires :	31/12/2008	31/12/2007
France	100%	100%
Europe hors France		
Autres pays		

Risques de crédit auprès de la clientèle :	31/12/2008	31/12/2007
<b>Répartition des crédits par type de clientèle</b>		
Grand Public	70,0%	63,4%
Entreprises	16,9%	25,7%
Grandes entreprises	0,8%	0,7%
Financements spécialisés	6,6%	6,3%
Autres	5,7%	3,9%

Risques de crédit auprès de la clientèle :	31/12/2008	31/12/2007
<b>Répartition géographique des risques clientèle</b>		
France	99,7%	99,7%
Europe hors France	0,3%	0,3%
Autres pays		

Concentration des risques clientèle :	31/12/2008	31/12/2007
<b>Engagements dépassant 300 millions d'euros</b>		
• Nombre	11	13
• Prêts en k€	267 116	373 657
• Hors bilan en k€	55 130	15 130
• Titres en k€	531 694	417 665
<b>Engagements dépassant 100 millions d'euros</b>		
• Nombre	(1) 90	
• Prêts en k€	47 117	
• Hors bilan en k€	58 989	
• Titres en k€	12 117	

(1) Groupe Ataraxia (90 contreparties représentant un encours global de plus de 100 millions d'euros)

Qualité des risques : en k€	31/12/2008	31/12/2007
Créances dépréciées individuellement	217 788	176 894
Provisions pour dépréciation individuelle	- 98 747	- 84 984
Provision collective des créances	- 7 940	- 7 544
Taux de couverture global	49,0%	52,3%
Taux de couverture (provision individuelle seulement)	45,3%	48,0%



Arriérés de paiement : en k€	<3mois	>3mois <6mois	>6mois <1an	>1an	Total
<b>Instruments de dette :</b>					
• Administrations centrales					
• Etablissements de crédit					
• Institutions non établissements de crédit					
• Grandes entreprises					
• Clientèle de détail					
<b>Prêts et avances :</b>	<b>187 485</b>	<b>3 563</b>	<b>58</b>		<b>191 106</b>
• Administrations centrales					
• Etablissements de crédit					
• Institutions non établissements de crédit	6 426				6 426
• Grandes entreprises	15 634				15 634
• Clientèle de détail	165 425	3 563	58		169 046
• Autres actifs financiers					
<b>Total</b>	<b>187 485</b>	<b>3 563</b>	<b>58</b>		<b>191 106</b>

### NOTE R3 - RISQUE DE LIQUIDITÉ

Ventilation des maturités pour le risque de liquidité :

Maturités résiduelles contractuelles (k€)	<=1mois	>1mois <=3mois	>3mois <=1an	>1an <=2ans	>2ans <=5ans	>5ans	Indét.	Total
<b>ACTIF</b>								
Actifs fin. détenus à des fins de transaction	1 182	2 357	975	421	1 990	10 353		17 278
Actifs fin. désignés à la JV par le biais du compte de résultat	18 583	46 409	152 510	299 461	188 642		3 181	708 786
Dérivés utilisés à des fins de couverture (actifs)	8 131	10 597	21 135	8 442	38 573	32 369		119 247
Actifs fin. disponibles à la vente (sans analyse et par part.)	10 363		42	80 213	6 151	1 054	43 490	141 313
Actifs fin. disponibles à la vente (analyse par titre)							778 843	778 843
Prêts et créances (y compris contrats de LF)	943 584	757 830	706 793	840 943	1 733 569	6 696 134	83 246	11 762 099
Placements détenus jusqu'à leur échéance								
Autres actifs (sans analyse et par part.)	12 833	174 842	2 478	936	2 272			193 361
Autres actifs (analyse par titre)								
<b>PASSIF</b>								
Dépôts de banques centrales								
Passifs fin. détenus à des fins de transaction	12 729	2 081	843	1 992	4 024	5 075		26 744
Passifs fin. désignés à la JV par le biais du compte de résultat								
Dérivés utilisés à des fins de couverture (passifs)	83 368	9 990	23 726	5 845	10 217	4 750		137 896
Passifs fin. évalués au coût amorti	6 040 820	2 223 784	573 157	776 730	948 239	1 892 677		12 455 407
• Dépôts d'administrations centrales	6 188	1						6 189
• Dépôts d'établissements de crédit	39 982	191 360	7 738	111 794	245 451	941 370		1 537 695
• Dépôts d'institutions non EC	514							514
• Dépôts de grandes entreprises	135 409	28 053	11 857	2 081	1 632	88 481		267 513
• Dépôts de la clientèle de détail	5 237 254	164 811	340 468	184 418	378 824	140 869		6 446 644
• Titres de dettes, y compris obligations	621 473	1 839 559	213 094	478 437	322 332	721 957		4 196 852
• Passifs subordonnés								
• Autres passifs								

Règles de calcul : Les encours à répartir sont les encours comptables IFRS du bilan.

Les durées à retenir sont les durées contractuelles de remboursement du principal.

Les actions ont une durée indéterminée, de même que les prêts et titres à durée indéterminée.

Les dettes et créances rattachées sont ventilées selon leur durée contractuelle réelle et par défaut dans la colonne < 1 mois.

Les provisions sont ventilées en cohérence avec les actifs concernés.

Les créances douteuses sont ventilées en fonction de leur date contractuelle lorsqu'elle n'est pas dépassée et sont classées en colonne indéterminée dans le cas contraire. Les créances litigieuses et contentieuses sont également classées en colonne indéterminée.

Les dérivés : leur valeur de marché est renseignée dans le flux correspondant à la date de fin de contrat.

Lorsqu'il est impossible de fournir de façon fiable un échéancier, le montant comptable est porté dans la colonne "durée indéterminée".

Remarque : IFRS 7 ne requiert que les éléments de passif.



#### NOTE R4 - RISQUE DE TAUX

	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
1 - Impact sur la marge nette d'intérêt en k€ d'une variation de + 100 points de base de la courbe des taux et de + 100 points de base de l'inflation, avec scénario de production nouvelle, remboursements anticipés et lois d'écoulement sur la banque.		- 8 250	- 8 650	- 2 960
2A - Impact sur la valeur actuelle nette du bilan en k€ d'une variation de la courbe de + 200 points de base avec scénario Bâle 2 sans production nouvelle.	- 173 149			
2B - Impact sur la valeur actuelle nette du bilan en k€ d'une variation de la courbe de - 200 points de base avec scénario Bâle 2 sans production nouvelle.	92 413			

#### NOTE R4 - RISQUE DE CHANGE

Néant.



# COMPTES GLOBALISÉS

Le résultat globalisé au 31 décembre 2008 s'élève à 42 841 k€ et se répartit de la façon suivante :

- Caisses Locales	33 464 k€
- C.F.C.M.	9 870 k€
- Fédération	163 k€
- Intérêts statutaires	- 656 k€



# COMPTES GLOBALISÉS

## Etats financiers au 31 décembre 2008

### BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008 (EN K€)

ACTIF	31/12/08	31/12/07
Caisse, Banques centrales, CCP	150 023	142 385
Effets publics et valeurs assimilées		15 560
Créances sur les établissements de crédit	3 011 467	2 847 421
• à vue	229 441	182 211
• à terme	2 782 026	2 665 210
Opérations avec la clientèle	8 731 078	8 159 727
• Créances commerciales	5 890	6 084
• Autres concours à la clientèle	8 654 441	8 071 160
• Comptes ordinaires débiteurs	70 747	82 483
Obligations et autres titres à revenu fixe	816 042	1 065 348
Actions et autres titres à revenu variable	17 968	37 214
Participations et autres titres détenus à long terme	5 930	5 295
Parts dans les entreprises liées	508 989	297 893
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	2 770	2 822
Immobilisations corporelles	46 908	45 081
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	169 988	216 943
Comptes de régularisation	166 238	159 321
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>13 627 401</b>	<b>12 995 010</b>



PASSIF	31/12/08	31/12/07
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	1 534 093	1 767 322
• à vue	18 346	22 121
• à terme	1 515 747	1 745 201
Opérations avec la clientèle	6 729 521	6 335 144
• Comptes d'épargne à régime spécial	4 997 492	4 785 881
• à vue	3 707 727	3 363 446
• à terme	1 289 765	1 422 435
• Autres dettes	1 732 029	1 549 263
• à vue	1 244 985	1 232 407
• à terme	487 044	316 856
Dettes représentées par un titre	4 162 390	3 703 572
• Bons de caisse	10 876	11 882
• Titres du marché interbancaire et TCN	4 151 514	3 691 690
• Emprunts obligataires		
• Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs	45 100	120 643
Comptes de régularisation	228 561	194 703
Provisions	38 929	39 529
Dettes subordonnées		
Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)	133 094	133 094
Capitaux Propres Hors FRBG	755 713	701 003
• Capital Souscrit	160 183	144 672
• Primes d'émission	10 597	8 756
• Réserves	541 248	482 039
• Ecart de réévaluation		
• Provisions réglementées et Subventions d'investissement	33	
• Report à nouveau (+/-)	811	-8 375
• Résultat de l'exercice (+/-)	42 841	73 911
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>13 627 401</b>	<b>12 995 010</b>

## HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008 (EN K€)

	31/12/08	31/12/07
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>		
Engagements de financement	918 124	1 028 354
• Engagements en faveur d'Ets. de crédit	119 692	67 811
• Engagements en faveur de la clientèle	798 432	960 543
Engagements de garantie	167 549	184 249
• Engagements d'ordre d'Ets. de crédit	1 506	1 805
• Engagements d'ordre de la clientèle	166 043	182 444
Engagements sur titres	85 085	28 245
• Titres acquis avec faculté rachat/reprise		
• Autres engagements donnés	85 085	28 245
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	652 632	601 969
Engagements sur titres	85	245
• Titres vendus avec faculté rachat/reprise		
• Autres engagements reçus	85	245





## COMpte DE RÉSULTAT DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2008 (EN K€)

	31/12/08	31/12/07
+ Intérêts et produits assimilés	694 448	598 642
• Opérations avec les établissements de crédit	231 591	187 006
• Opérations avec la clientèle	413 990	364 135
• Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	48 037	46 602
• Autres intérêts et produits assimilés	830	899
- Intérêts et charges assimilées	- 545 969	- 443 332
• Opérations avec les établissements de crédit	- 160 931	- 148 926
• Opérations avec la clientèle	- 197 118	- 164 101
• Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	- 187 665	- 130 301
• Autres intérêts et charges assimilées	- 255	- 4
+ Revenus des titres à revenu variable	44 815	40 147
+ Commissions (produits)	113 189	120 833
- Commissions (charges)	- 19 979	- 20 850
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	207	371
• Opérations sur titres de transaction	57	131
• Opérations de change	105	94
• Opérations sur instruments financiers	45	146
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	- 34 223	- 9 839
• Plus ou moins values	- 3 897	691
• Dotations et reprises aux dépréciations	- 30 326	- 10 530
+ Autres produits d'exploitation bancaire	519	621
- Autres charges d'exploitation bancaire	- 2 625	- 2 040
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>250 382</b>	<b>284 553</b>
- Charges générales d'exploitation	- 176 127	- 171 996
• Charges de personnel	- 111 325	- 107 938
• Autres frais administratifs	- 64 802	- 64 058
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations inc. & corp.	- 4 649	- 4 688
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>69 606</b>	<b>107 869</b>
+/- Coût du risque	- 49 362	- 12 939
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>20 244</b>	<b>94 930</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	39 079	124
• Immobilisations financières	39 022	- 13
• Immobilisations corporelles et incorporelles	57	137
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>59 323</b>	<b>95 054</b>
+/- Résultat exceptionnel	- 464	913
- Impôt sur les bénéfices	- 15 985	- 22 056
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	- 33	- 33
• FRBG	- 33	- 33
• Provisions réglementées		
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>42 841</b>	<b>73 911</b>



# COMPTES GLOBALISÉS

## Annexe aux comptes publiables

### ■ RÉFÉRENTIEL ORGANISATIONNEL ET COMPTABLE

#### 1.1 - ORGANISATION

Le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest est un établissement de crédit affilié à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Ses comptes répondent aux principes comptables généralement admis. Ils sont établis sur la base d'un périmètre incluant la Caisse Fédérale de Loire-Atlantique et du Centre Ouest, les Caisses Locales et la Fédération conformément à l'article 14 du décret 84-708 du 24 juillet 1984.

#### 1.2 - PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes des exercices 2007 et 2008 sont exprimés en milliers d'euros et sont présentés en conformité avec le règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire entré en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993 et modifié par le règlement C.R.C. 00-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 4 juillet 2000.

Le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest applique les dispositions du règlement CRC 2005-03 modifiant le CRC 2002-03 relatif au risque de crédit et celles du règlement CRC 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

#### 1.3 - PRINCIPES GÉNÉRAUX ET MÉTHODE D'ÉVALUATION

##### 1.3.1 - IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Le CM LACO applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 le CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. Les immobilisations sont enregistrées à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon un mode linéaire ou dégressif.

##### 1.3.2 - TITRES DE PARTICIPATION ET PARTS D'ENTREPRISES LIÉES

Les titres de participation et les parts d'entreprises liées sont inscrits à l'actif du bilan pour leur prix d'achat. Les créances ou comptes courants rattachés aux participations sont portés à l'actif du bilan dans le poste "comptes ordinaires débiteurs" des opérations avec la clientèle.

Les titres de participation sont évalués en fin d'exercice :

- > pour les sociétés cotées, par rapport à la cote au 31 décembre
- > pour les autres sociétés, par rapport à l'actif net des sociétés concernées.

Toutefois, ces évaluations sont corrigées des perspectives de résultat et de la valeur d'utilité de ces dernières.

Les éventuelles moins-values constatées font l'objet de dépréciations portées en diminution du compte d'actif concerné.



### 1.3.3 - OPÉRATIONS SUR TITRES

Ces opérations sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2005-01. Elles concernent les postes du bilan suivants :

- **Actif :**
  - > Effets publics et valeurs assimilées
  - > Obligations et autres titres à revenu fixe
  - > Actions et autres titres à revenu variable
  
- **Passif :**
  - > Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables

Le CM LACO n'a pas appliqué en 2008 le règlement 2008-17 du CNC relatif aux transferts de titres hors de la catégorie "titres de transaction" et hors de la catégorie "titres de placement" modifiant le règlement n°90-01 du Comité de la réglementation bancaire.

#### **1. Titres de créances négociables et assimilés**

Sont comptabilisés à ce poste, les titres de créances négociables et du marché interbancaire émis par le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest.

#### **2. Portefeuille titres**

Les titres inscrits dans ce portefeuille se ventilent en titres de transaction, de placement, d'investissement.

##### **2.1 - Titres de transaction**

Sont comptabilisés à ce poste, les titres acquis avec l'intention de les revendre à court terme. Les titres en portefeuille à la date de clôture sont évalués à leur valeur de marché, les profits ou pertes en découlant étant portés en compte de résultat.

##### **2.2 - Titres de placement**

###### • **Portefeuille obligataire**

Les obligations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur prix d'achat coupon exclu. La différence positive ou négative éventuellement constatée entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

Les moins-values latentes constatées à la date de clôture et calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur de marché au jour le plus récent, font l'objet de dépréciations.

###### • **Portefeuille de titres de créances négociables et assimilés**

Ces titres sont comptabilisés à l'actif du bilan coupon couru inclus. La différence éventuelle constatée entre leur prix d'acquisition et

leur valeur de remboursement est rattachée au compte de résultat. Les moins-values latentes calculées à la date de clôture par comparaison entre valeur au bilan et valeur de marché font l'objet de dépréciations.

###### • **Portefeuille de titres à revenu variable**

Ces titres sont comptabilisés à l'actif du bilan. Les moins-values latentes calculées à la date de clôture par comparaison entre valeur au bilan et valeur de marché font l'objet de dépréciations.

### **2.3 - Titres d'investissement**

#### • **Portefeuille obligataire**

Les obligations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur prix d'achat coupon exclu.

La différence positive ou négative éventuellement constatée entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

#### • **Portefeuille de titres de créances négociables et assimilés**

Ces titres sont comptabilisés à l'actif du bilan coupon couru inclus. La différence éventuelle constatée entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est rattachée au compte de résultat.

### 1.3.4 - CRÉDITS A LA CLIENTÈLE

Les crédits consentis à la clientèle figurent à l'actif du bilan pour le montant du capital restant dû, majoré des créances rattachées. Les créances douteuses et litigieuses sont incluses pour leurs montants nets de dépréciations.

### 1.3.5 - DÉPRÉCIATIONS POUR RISQUES CLIENTÈLE

Conformément au règlement CRC 2002-03, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré sont enregistrés en encours douteux et encours douteux compromis.

Les créances douteuses compromises sont les créances douteuses de plus d'un an et les créances contentieuses (déchues du terme). Les créances porteuses d'un risque de crédit avéré font l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir les risques de perte probable pouvant résulter de leur non-recouvrement total ou partiel.

Ces dépréciations sont calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

Elles viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif.

Les reprises de dépréciations ont le caractère de coût du risque lorsqu'elles sont liées à un changement d'estimation ou de produit d'intérêt lorsqu'elles sont liées à "l'effet temps".



Au 31 décembre 2008, le CM LACO n'a pas identifié de créances restructurées à des conditions hors marché non couvertes par des dépréciations.

Les risques résultant d'engagements de hors bilan sont évalués individuellement et les provisions éventuelles sont portées au passif du bilan.

### 1.3.6 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Les provisions constituées par le Groupe couvrent notamment :

- > les risques opérationnels ;
- > les engagements sociaux (cf. 1.3.8) ;
- > les risques d'exécution des engagements par signature ;
- > les litiges et garanties de passif ;
- > les risques fiscaux ;
- > les risques liés à l'épargne logement (1.3.9)

### 1.3.7 - FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

Ce fonds est destiné à couvrir des risques inhérents aux opérations bancaires n'ayant pas fait, par ailleurs, l'objet de provisions ou dépréciations.

Les dotations et reprises figurent au compte de résultat.

### 1.3.8 - ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PASSIFS SOCIAUX

#### **1. Principes méthodologiques**

L'évaluation des engagements en matière de passifs sociaux confiée à un cabinet d'actuariat, porte sur les engagements en matière de retraite et les autres avantages à long terme tels que les sommes inscrites par les salariés au crédit de leur Compte Epargne Temps et Plan Epargne Congés.

#### **2. Indemnités de fin de carrière**

Ces indemnités régies par un accord d'entreprise sont couvertes par un fonds géré par un organisme spécialisé d'une valeur de 16 418 k€ au 31 décembre 2008.

A cette même date, la valeur actuelle des prestations futures est évaluée à 19 031 k€ et la dette actuarielle est de 14 176 k€. Ainsi, aucune provision n'est à constater dans les comptes 2008 au titre des I.F.C.

### **3. Plan Epargne Congés et Compte Epargne Temps**

Ces engagements sont évalués selon la méthode du coût unitaire par année de service, c'est à dire projetés jusqu'à l'âge de la retraite, date à laquelle les jours accumulés sont abondés et actualisés.

Le passif ainsi évalué est de 4 239 k€ pour le CET et de 5 058 k€ pour le PEC ; il est comptabilisé en charges à payer pour congés payés.

### **4. Autres passifs sociaux**

#### **• Médailles du travail**

Une provision de 1 431 k€ est constituée au 31 décembre 2008.

#### **• Provision pour préretraite progressive**

Une provision de 70 k€ est constituée au 31 décembre 2008. La reprise de l'exercice est incluse dans les frais de personnel.

### 1.3.9 - CONTRATS D'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- > un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- > un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### 1.3.10 - COÛT DU RISQUE

Ce poste comprend les dotations et reprises pour dépréciation sur créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres de placement et d'investissement en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur. Sont inclus également, les provisions sur engagements de hors-bilan (hors instruments financiers) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de provisions sur risque de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes.



Par exception, les autres catégories de dotations et reprises de provisions sont rattachées aux postes du compte de résultat correspondants à la nature de leur origine.

#### 1.3.11 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le poste "impôt sur les bénéfices" enregistre la charge d'impôt courant et l'impôt sur les plus-values nettes fiscales à long terme. Il enregistre par ailleurs les provisions d'impôt sur les sociétés éventuellement constatées.

#### 1.3.12 - FISCALITÉ LATENTE

Le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest a enregistré dans ses comptes sociaux, un impôt différé au taux de 34,43% portant sur la différence temporaire suivante :

- > report d'imposition sur les impacts au 1<sup>er</sup> janvier 2005 du retraitement des immobilisations de la SNC du Vivier, société fiscalement transparente.

Il applique également l'avis 2007-B du comité d'urgence relatif à l'étalement de la charge d'impôt sur les nouveaux prêts à taux zéro.

#### 1.3.13 - INTÉGRATION FISCALE

Le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest a opté pour l'intégration fiscale de la filiale S.A.R.L. LACOCIM qu'elle détient à plus de 95%.

#### 1.3.14 - OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

Les opérations sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière.

En application de ces dispositions, les contrats d'échange de taux d'intérêt gérés par la Caisse Fédérale sont ventilés en hors-bilan en opérations de micro et de macro-couverture. Les charges et les produits relatifs aux contrats concernés sont comptabilisés selon la règle des intérêts courus.

## **AUTRES INFORMATIONS**

### **2.1 - RAPPORT DE GESTION**

En application du Règlement n° 91.01 du Comité de la réglementation Bancaire, le rapport de gestion du Conseil d'administration est tenu à la disposition du public au siège de la Fédération :  
CREDIT MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE OUEST  
46, rue du Port Boyer - BP 92636  
44326 NANTES Cedex 3

## **FAITS SIGNIFICATIFS**

### **3.1 - CESSION DE TITRE SURAVENIR ASSURANCES HOLDING ET INFOLIS**

En raison de divergences stratégiques, le CM LACO a décidé en 2007 de mettre fin à son partenariat avec le Groupe Crédit Mutuel Arkéa dans le domaine de l'assurance IARD.

Ceci se traduit dans les comptes sociaux 2008 par la constatation, dans le poste gains ou pertes sur actifs immobilisés, d'une plus-value de 38,9 millions d'euro, liée à la cession de ces participations détenues dans Suravenir Assurances Holding et dans Infolis à la Compagnie financière du Crédit Mutuel Arkéa.

### **3.2 - IMPACTS DE LA CRISE FINANCIÈRE**

La crise financière de 2007-2008 trouve son origine dans le dégonflement de la bulle immobilière américaine amorcée en 2007.

Elle s'accroît en septembre 2008 avec la faillite de Lehman Brothers et de plusieurs établissements financiers, provoquant un début de crise systémique.

C'est alors une crise de confiance sans précédent qui va s'emparer des places financières entraînant avec elle une crise de liquidité internationale et l'effondrement des marchés.

Les gouvernements et les banques centrales ont réagi, de manière plus ou moins concertée, à ce début de crise systémique avec l'objectif à très court terme de maintenir la continuité du système de paiements et du marché interbancaire qui avaient été très affectés par la faillite de plusieurs grandes banques.

Tout au long de l'année, les conditions de financement à moyen long terme des banques ont été difficiles, et le taux auquel celles-ci empruntent au-delà du taux sans risque (spread de crédit) n'a cessé de s'élargir.

Les portefeuilles de titres et d'obligations du CM LACO ont été impactés par les défauts constatés et par l'élargissement des spreads de crédits.

Ainsi, Le CM LACO a déclassé en créances douteuses un encours de 33,2 millions d'euros sur Lehman Brothers et Landsbanki déprécié pour 30 millions d'euros inscrits en coût du risque.

Des dépréciations complémentaires de 30,3 millions d'euros ont été réalisées sur les autres titres en portefeuille, inscrites au poste gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.



## NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU HORS-BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

Tous les éléments chiffrés sont exprimés en milliers d'euros.

### 4.1 - NOTES RELATIVES AU BILAN

#### 4.1.1 - CRÉANCES ET DETTES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	2008	2007
Créances à vue sur établissements de crédit	229 441	182 211
• Dont comptes à vue du réseau	228 029	180 251
• Dont comptes et prêts à terme douteux	220	
Créances à terme sur établissements de crédit	2 782 026	2 665 210
• Dont comptes et prêts à terme réseau	159 210	233 672
Dettes à vue sur établissements de crédit	18 346	22 121
• Dont comptes à vue du réseau	190	368
Dettes à terme sur établissements de crédit	1 515 747	1 745 201
• Dont comptes et prêts à terme réseau	966 035	1 217 849

#### 4.1.2 - CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	2008	2007
Créances commerciales	5 890	6 084
• Créances commerciales nettes	5 890	6 084
Autres concours à la clientèle	8 654 441	8 071 160
• Crédits de trésorerie	774 512	773 994
• Crédits d'équipement	1 122 117	1 004 149
• Crédits à l'habitat	6 390 120	5 957 967
• Autres crédits	200 215	197 004
• Prêts participatifs sains	988	236
• Prêts subordonnés	29 000	29 000
• Valeurs non imputées	48	49
• Créances rattachées saines	26 420	23 583
• Créances douteuses	61 099	42 288
• Créances douteuses compromises	130 601	108 730
• Dépréciations	- 12 518	- 8 993
• Dépréciations / créances douteuses compromises	- 68 161	- 56 847
Comptes ordinaires débiteurs	70 747	82 483
• Comptes ordinaires débiteurs	60 819	71 773
• Créances rattachées	5 885	5 564
• Comptes débiteurs douteux	19 368	20 887
• Comptes débiteurs douteux compromis	1 466	2 157
• Dépréciations	- 2 205	- 2 924
• Dépréciations sur cptes ord. déb. compromis	- 14 586	- 14 974
<b>TOTAL</b>	<b>8 731 078</b>	<b>8 159 727</b>

#### 4.1.3 - OPÉRATIONS DE PENSIONS LIVRÉES SUR TITRES

	2008	2007
Pensions livrées reçues		
Pensions livrées données incluses dans :	182 831	182 913
• Les dettes envers établissements de crédit	182 831	182 913
> Dont dettes rattachées	770	851
• Les autres dettes à terme sur la clientèle		
> Dont dettes rattachées		

#### 4.1.4 - ACTIFS SUBORDONNÉS

	2008	2007
Créances subordonnées sur établissements de crédit	30 453	29 622
• Prêts participatifs ou subordonnés	30 453	29 622
> Dont créances rattachées	149	109
Créances subordonnées sur la clientèle	30 043	29 288
• Prêts participatifs ou subordonnés	30 043	29 288
> Dont créances rattachées	55	52

#### 4.1.5 - PASSIF SUBORDONNÉ

Néant.

#### 4.1.6 - RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE TITRES (Hors créances rattachées)

Catégories de titres	Transaction	Placement	Investissement
Effets publics et valeurs assimilées			
Obligations et autres titres à revenu fixe		784 535	91 220
Actions et autres titres à revenu variable		22 360	
Différence amortie entre prix d'acquisition et valeur de remboursement			
• Prime	//////////	581	
• Décote	//////////	3 080	
Plus-values latentes		1 480	799
Moins-values latentes		71 769	1 629
• Obligations et autres titres à rev. fixe	//////////	67 145	42
• Actions et autres titres à rev. variable	//////////	4 392	
• Titres du marché interbancaire et de créances négociables	//////////	232	1 587
Titres d'investissement vendus avant l'échéance	//////////	//////////	
Titres d'investissement transférés en Placement	//////////	//////////	

Conformément au règlement CRC 2005-01, seules les moins-values latentes sur les titres de placement font l'objet d'une dépréciation.



#### 4.1.7- ÉMETTEURS DES TITRES À REVENU FIXE (valeurs brutes corrigées des surcotes et décotes)

	Emetteurs publics	Autres émetteurs
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations (hors créances rattachées)		573 047
Autres titres à revenu fixe (hors créances ratt.)		303 144

#### 4.1.8 - RÉPARTITION DES TITRES COTÉS - NON COTÉS (Valeur nette comptable)

	Titres cotés		Titres non cotés	
	2008	2007	2008	2007
Obligations et autres titres à rev. fixe	653 053	791 597	162 989	273 751
• Dont créances rattachées	5 852	8 237	2 122	2 164
Actions et autres titres à rev. variable	17 034	36 291	934	923
Participations et autres titres détenus à LT			5 930	5 295
• Dont créances rattachées				
Parts dans les entreprises liées	26 339	24 949	482 650	272 944
• Dont créances rattachées				

#### 4.1.9 - RÉPARTITION DES OPCVM

	France		Étranger	
	Capitalisation	Autres	Capitalisation	Autres
OPCVM (brut)	21 425			

#### 4.1.10 - ACTIF IMMOBILISÉ

	2008			2007		
	Valeur brute	Amort. dé-préciations	Valeur nette	Valeur brute	Amort. dé-préciations	Valeur nette
Terrains	3 142		3 142	3 124		3 124
Constructions	51 468	23 165	28 303	48 084	21 455	26 629
Installations, agencements	38 044	25 666	12 378	37 063	23 263	13 800
Matériel et outillage	2 189	2 000	189	2 197	2 064	133
Autres immo. corporelles	2 841	2 095	746	2 719	2 237	482
Immo. incorporelles	4 915	2 145	2 770	4 903	2 081	2 822
Immo. en cours	2 150		2 150	913		913
<b>TOTAL</b>	<b>104 749</b>	<b>55 071</b>	<b>49 678</b>	<b>99 003</b>	<b>51 100</b>	<b>47 903</b>

En 2008, les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 5 207 k€, et les cessions ou mises au rebut à 698 k€. La dotation aux amortissements et aux provisions s'est élevée à 4 649 k€, et la diminution des amortissements et provisions relative aux sorties d'immobilisations s'élève à 678 k€.



#### 4.1.11 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (hors créances rattachées)

Variation, sur l'exercice, des participations et des parts dans les entreprises liées	Participations	Parts dans les entreprises liées
Montant brut en début d'exercice	5 822	298 050
Entrées dans l'exercice	720	229 033
• dont par acquisition	720	228 510
• dont par transfert		522
Sorties dans l'exercice	548	17 563
• dont par cession	26	17 563
• dont par transfert	522	
Montant brut en fin d'exercice	5 994	509 520
• dont titres cotés		26 340
• dont titres non cotés	5 994	483 179
Montant cumulé des dépréciations en début d'exercice	154	531
Dotations	18	
Reprises	108	
Montant cumulé des dépréciations en fin d'exercice	64	531
<b>TOTAL NET</b>	<b>5 930</b>	<b>508 989</b>

#### 4.1.12 - COMPOSITION DU CAPITAL (en k€)

	2008	2007
Parts A	4 737	4 490
Soit 631 615 parts à 7,5 €		
Parts B	153 500	138 236
Soit 153 499 656 parts à 1 €		
Parts sociales émises par la Caisse Fédérale	1 946	1 946
Soit 129 731 parts à 15 €		
<b>TOTAL</b>	<b>160 183</b>	<b>144 672</b>

#### 4.1.13 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (y compris le F.R.B.G.)

	Ouverture	Affectation résultat 2007	Variations 2008	Clôture
Résultat de l'exercice	73 911	- 73 911	42 841	42 841
Capital	144 672		15 511	160 183
Primes d'émission	8 756		1 841	10 597
Réserve statutaire	301 947	47 618	- 10 770	338 795
Autres réserves	179 467	22 330		201 797
Intérêts statutaires	625	31		656
Dividendes hors Groupe		3 673	- 3 673	
Report à nouveau	- 8 375	259	8 927	811
Report à nouveau			33	33
FRBG	133 094			133 094
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>834 097</b>		<b>54 710</b>	<b>888 807</b>

#### 4.1.14 - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

<b>RÉSULTAT AFFECTABLE</b>	<b>43 652</b>
• Bénéfice de l'exercice	42 841
• Report à nouveau débiteur	
• Report à nouveau créditeur	811
<b>RÉSULTAT À AFFECTER</b>	<b>43 652</b>
• Réserve statutaire	6 502
• Réserves facultatives	31 461
• Intérêts des parts sociales	4 552
• Report à nouveau	1 137

#### 4.1.15 - AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF

	2008	2007
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>169 988</b>	<b>216 943</b>
• Instruments conditionnels achetés	3 792	4 501
• Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5	
• Débiteurs divers - Dépôts de garantie versés		6
• Débiteurs divers - Titres de développement industriel		19 401
• Débiteurs divers - Etat, impôts et taxes	71 487	78 231
• Autres débiteurs divers	94 672	114 049
• Créances rattachées		667
• Stocks	32	88
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>45 100</b>	<b>120 643</b>
• Instruments conditionnels vendus	2 390	2 832
• Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres		558
• Créiteurs divers - Dépôts de garantie reçus	1	7
• Créiteurs divers - Etat, impôts et taxes	17 721	38 692
• Autres créiteurs divers	24 606	78 232
• Versements restant à effectuer sur titres non libérés	382	322

#### 4.1.16 - COMPTES DE RÉGULARISATION

	2008	2007
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF</b>	<b>166 238</b>	<b>159 321</b>
• Valeurs reçues à l'encaissement	12 037	13 273
• Valeurs à rejeter		
• Comptes d'ajustement sur instruments fin. à terme	73 358	58 704
• Charges à répartir (nettes)	7 711	8 096
• Charges constatées d'avance	8 512	4 286
• Produits à recevoir	25 946	21 967
• Autres comptes de régularisation actif	38 674	52 995
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF</b>	<b>228 561</b>	<b>194 703</b>
• Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	309	1 389
• Comptes d'ajustement sur instruments fin. à terme	75 542	58 802
• Produits constatés d'avance	107 594	95 191
• Charges à payer - Prov. Intéressement et participation	7 593	9 848
• Charges à payer	30 844	5 603
• Autres comptes de régularisation passif	6 679	23 870





#### 4.1.17 - DÉTAIL DES PROVISIONS ET DES DÉPRÉCIATIONS

	Solde ouverture	Dotations ou transferts	Reprises ou transferts	Solde clôture
DÉPRÉCIATIONS DÉDUITES DE L'ACTIF	96 159	112 722	38 465	170 416
• Dépréciation cr. douteuses et bts de crédit		220		220
• Dépréciation cr. douteuses clientèle	83 775	40 404	26 658	97 521
• Dépréciation cr. douteuses titres de placement		30 055		30 055
• Dépréciation des titres de particip.	685	18	108	595
• Dépréciation des titres de placement	11 699	42 025	11 699	42 025
PROVISIONS	39 529	2 694	3 294	38 929
• Prov. s/ instruments financiers	45		45	
• Prov. charges de personnel	2 197	100	632	1 665
• Provisions pour impôts hors IS	136	7	6	137
• Prov. pour autres charges d'exploitation	238	282	238	282
• Prov. pour risques contrepartie	659	658	612	705
• Provisions pour risques divers	904	142	284	762
• Prov. s/ engagts de garantie	349	253	279	323
• Provision statistique sur crédits	18 642			18 642
• Provisions pour impôts différés	153		76	77
• Provisions pour autres charges d'IS	2 365	80	374	2 071
• Prov. CAT à tx progressifs	533	679	349	863
• Provision épargne logement	13 308	493	399	13 402
F. R. B. G.	133 094			133 094
• Eventualités diverses	133 094			133 094
• Fonds fédéraux				
<b>TOTAL</b>	<b>268 782</b>	<b>115 416</b>	<b>41 759</b>	<b>342 439</b>

Tableau des provisions PEL/CEL (en K€) Base 30 novembre 2008

RUBRIQUES	0-4 ans	4-10 ans	+ 10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	87 031	472 685	289 286	849 002
Montant des provisions sur PEL	4 955	295	329	5 579
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				280 227
Montant des provisions sur CEL				4 453
Dotations Provisions EL (PEL)				119
Reprises Provisions EL (CEL)				1 116
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				115 155
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				3 370



#### 4.1.18 - RÉPARTITION DES CRÉANCES ET TITRES À REVENU FIXE SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE

RUBRIQUES	d<=3mois	3mois<d <=1an	1an<d <=5ans	d>5ans	Créances rattachées
Créances sur établissements de crédit	1 157 511	23 104	78 112	1 728 150	24 590
Créances sur la clientèle	569 849	681 189	2 488 449	4 959 238	32 353
• dont créances commerciales	5 890				
• dont autres concours	499 097	681 189	2 488 449	4 959 238	26 468
• dont comptes ordinaires	64 862				5 885
Obligations et autres titres à rev. fixe	66 748	150 880	569 487	20 953	7 974
• dont TCN	3 000	50 000	145 268		1 560
• dont obligations	63 748	96 870	392 847	20 953	6 238
• dont titres interbancaires					
• dont autres		4 010	31 372		176

#### 4.1.19 - RÉPARTITION DES DETTES SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE

RUBRIQUES	d<=3mois	3mois<d <=1an	1an<d <=5ans	d>5ans	Dettes rattachées
Dettes envers les établissements de crédit	227 934	7 939	354 480	933 035	10 705
Cptes d'épargne à régime spécial ayant un terme	509 332	291 128	345 487	138 169	5 649
Dettes représentées par un titre	2 447 515	210 564	772 621	693 598	38 092
• dont Bons de caisse	5 158	2 452	2 193		1 073
• dont TCN et T. marché monétaire	2 442 357	208 112	770 428	693 598	37 019



**4.1.20 - INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIÉES  
ET LES ENTREPRISES DANS LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN  
DE PARTICIPATION (montants nets)**

RUBRIQUES	Participations		Entreprises liées	
	Ets de C.	Autres	Ets de C.	Autres
<b>A. Capital détenu :</b>	84	3 576	162 166	346 823
• BFCM			60 980	
• BCME			23 051	
• CFCM MIDI ATLANTIQUE			19 909	
• CIC (FR0005025004)			16 351	
• CCCM			11 319	
• IPO NANTES (FR000066284)			9 988	
• SYNERGIE FINANCE			8 846	
• CMAR PARTS B			4 726	
• Autres Ets de Crédit	84		6 995	
• ACM				255 253
• SURAVENIR VIE				50 125
• ATARAXIA (FICM)				12 042
• EURO INFORMATION				8 175
• SCI DES ANTONS				6 765
• LACOCIM				4 242
• SNC DU VIVIER				3 378
• Autres		3 576		6 843
<b>B. Autres emplois :</b>			296 871	
Prêts interbancaires :			225 000	
• B.C.M.E.			31 871	
• CMAR LACO			40 000	
• FINANCO				
Titres et prêts subordonnés :			17 285	48 458
• Suravenir Vie				48 458
• B.C.M.E.			15 000	
• FINANCO			2 285	
Avances :				862
• Groupe ATARAXIA				62
• INVESTLACO				800
Autres emplois :			289 436	51 867
• Caisse Centrale de C.M.			204 928	
• Groupe BFCM et CIC			77 349	
• CMAR LACO			7 159	
• Groupe ATARAXIA				47 117
• Lacocim				2 263
• Selaco				2 487
<b>C. Ressources :</b>				
Dettes représentées par un titre :			20 000	
• Caisse Centrale de C.M.			20 000	
• Suravenir Vie				
• Suravenir Assurances				
Autres dettes à terme :			262 686	85 360
• Caisse Centrale de C.M.			209 000	
• Groupe BFCM et CIC			53 686	
• Suravenir Vie				85 360
Autres dettes à vue :			1 220	20 979
• Caisse Centrale de C.M.				
• B.C.M.E.			1 220	
• FINANCO				
• Suravenir Vie				196
• Groupe ATARAXIA				15 190
• SELACO				5 593

**4.2 - NOTES RELATIVES AU HORS-BILAN**

**4.2.1 - ENGAGEMENTS SUR ENTREPRISES LIÉES  
ET PARTICIPATIONS**

RUBRIQUES	Participations		Entreprises liées	
	Ets de C.	Autres	Ets de C.	Autres
<b>Engagements donnés :</b>				
De financement :			51 215	13 182
• Groupe ATARAXIA				12 682
• Groupe Suravenir Assurances				
• LACOCIM				500
• FINANCO			51 215	
De garantie :			345	46 307
• Groupe ATARAXIA				46 307
• CMAR			345	
<b>Engagements reçus :</b>				
De financement :				51 542
• SURAVENIR				51 542
De garantie :			390	
• C.M.A.R.			390	

#### 4.2.2 - INSTRUMENTS FINANCIERS

	Type de marché	Engagement Hors-bilan	Intérêts charges	Intérêts produits	Primes charges	Primes produits	Ecart de Valorisation
Opé. Fermes							
• Swaps Transact.	Gré à gré						
• Swaps micro.	Gré à gré	2 421 045	85 500	84 805			
• Swaps macro.	Gré à gré	3 830 000	109 202	107 849			
• Euribor spéc.	Organisé						
• CAC 40 spéc.	Organisé						
Opé. Condit.							
• Notionnel spé.	Organisé						
• Bund spéc.	Organisé						
• Caps micro.	Gré à gré	659 137	205	1 212	708	440	
• Floors micro.	Gré à gré	7 740	3	3	11	12	
<b>TOTAL</b>		<b>6 917 922</b>	<b>194 910</b>	<b>193 869</b>	<b>719</b>	<b>452</b>	

#### 4.2.3 - RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE

RUBRIQUES	d<1an	1an<=d<5ans	d>=5ans
Encours des SWAPS	3 290 881	2 227 850	732 314
Autres opérations s/ instruments fin.		68 597	598 280

#### 4.2.4 - VALORISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Encours	Juste Valeur
Total au 31 décembre 2008	6 917 922	- 28 300
• Swaps de microcouverture	2 421 045	- 8 976
• Swaps de macrocouverture	3 830 000	- 18 756
• Caps microcouverture achetés	329 569	- 3 149
• Caps microcouverture vendus	329 569	2 568
• Floors microcouverture achetés	3 870	115
• Floors microcouverture vendus	3 870	- 102

#### 4.3 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

##### 4.3.1 - INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

	2008	2007
Opérations avec les établissements de crédit	231 591	187 006
Opérations avec la clientèle	413 990	364 135
• dont intérêts sur créances douteuses	7 662	6 904
• dont excédent de dot./repr. de dépr. sur ints cr. douteuses	- 129	176

##### 4.3.2 - INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS

	2008	2007
Opérations avec les établissements de crédit	160 931	148 926
• dont charges sur dettes subordonnées		
Opérations avec la clientèle	197 118	164 101

##### 4.3.3 - REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE

	2008	2007
Actions et autres titres à revenu variable	44 815	40 147
• Portefeuille de placements	93	83
• Participations, parts dans les entreprises liées et TIAP	47 722	40 064



#### 4.3.4 - COMMISSIONS

	2008	2007
Commissions nettes	93 210	99 983
• <i>Crédits</i>	20 374	22 830
• <i>Trésorerie</i>	2 396	2 314
• <i>Opérations sur titres</i>	7 588	8 412
• <i>Opérations de change</i>	26	35
• <i>Moyens de paiements</i>	39 887	38 550
• <i>Assurances IARD</i>	7 516	13 343
• <i>Assurances vie</i>	14 106	13 122
• <i>Autres commissions</i>	1 317	1 377

#### 4.3.5 - GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

	2007	2007
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	207	371
• <i>Opérations sur titres de transaction</i>	57	130
• <i>Opérations sur change</i>	105	95
• <i>Opérations sur instruments financiers à terme</i>		
• <i>Provisions</i>	45	146

#### 4.3.6 - GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

RUBRIQUES	Dotations	Moins Values de cessions	Frais d'acqui- sitions	Reprises	Plus Values de cessions	Perte nette
Gains / pertes	42 025	6 121	4	11 699	2 228	34 223

#### 4.3.7 - FRAIS DE PERSONNEL

	2008	2007
Frais de personnel	111 325	107 938
• <i>Salaires et traitements</i>	64 435	62 152
• <i>Charges sociales dont charges de retraite</i>	31 786	29 662
• <i>Intéressement et participation</i>	7 584	9 861
• <i>Impôts et taxes y afférent</i>	8 052	7 242
• <i>Provisions</i>	- 532	- 979

#### 4.3.8 - AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS

	2008	2007
Autres frais administratifs	64 802	64 058
Charges		
• <i>Impôts</i>	6 462	6 218
• <i>Services extérieurs</i>	59 002	58 666
• <i>Charges diverses d'exploitation</i>		
Produits		
• <i>Produits divers d'exploitation</i>	662	826



#### 4.3.9 - DÉPRÉCIATIONS SUR CRÉANCES DOUTEUSES

RUBRIQUES	Dotations	Créances irrécup.	Reprises		Recouvt sur créances apurées	Montant net
			utilisées	devenues sans objet		
Opé. avec la clientèle (intérêts)	922	131	130	794		- 129
Coût du risque (capital)	39 482	6 461	5 440	20 294	924	- 19 285

#### 4.3.10 - DÉTAIL PAR NATURES DES PROVISIONS

	2008			Solde net	2007
	Transferts Capitaux Propres	Dotations	Reprises		
Provisions		2 694	3 294	- 600	7 488
• Instruments financiers			45	- 45	- 146
• Charges de personnel		100	632	- 532	- 979
• Impôts		7	6	1	- 3 869
• Provision statistique					
• Coût du risque/autres opé.		1 335	1 413	- 78	478
• Actif immobilisé					
• Provision livret bleu					
• Impôt sur les bénéfices		80	450	- 370	- 1 127
• Provision sur CAT à taux progressifs		679	349	330	- 177
• Provision Epargne logement		493	399	94	13 308

#### 4.3.11 - COÛT DU RISQUE

RUBRIQUES	Dotations	Créances irrécup.	Reprises	Recouvt sur créances apurées	Montant net
Coût du risque	70 721	6 461	26 896	924	49 362
• Sur établissements de crédit	220				220
• Sur la clientèle	40 446	6 461	26 896	924	19 087
Dépréciations d'actif clientèle	39 482	6 461	25 734	924	19 285
Prov. stat. sur crédits clientèle					
Autres provisions	964		1 162		- 198
• Sur portefeuilles titres	30 055				30 055
• Autres opérations					

#### 4.3.12 - GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

RUBRIQUES	Dotations	Moins Values de cessions	Reprises	Plus Values de cessions	Gains ou Pertes nets
Gains ou pertes sur immobilisations financières	18		108	38 931	39 021
Gains ou pertes sur immos corporelles et incorporelles	////////	11	////////	68	57

#### 4.3.13 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

	2008	2007
Résultat exceptionnel	- 464	913
• Remboursement subventions	1 690	930
• Reprise provisions charges exceptionnelles (livret bleu)		
• Autres produits exceptionnels		
• Autres charges exceptionnelles	- 2 154	- 17

#### 4.3.14 - FISCALITÉ LATENTE

	2008	2007
Impôts différés passifs	77	153
• Quote-part de résultat dans le GIE Bretagne Bail		
• Report d'imposition sur société transparente fiscalement	77	153
Impôts différés actifs	17 718	19 058
• Plus-values sur OPCVM	124	1 842
• Provision pour participation		541
• Provision statistique sur prêts clientèle	6 418	6 418
• Provision actualisée sur flux de recouvrement	5 477	4 205
• Organic	484	442
• Provisions sur instruments financiers		15
• Provisions EPL	4 614	4 581
• Taux progressif des CAT	297	184
• Divers	304	830
Déficit fiscal CFCM non activé	21 521	

#### 4.3.15 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

	2008	2007
Impôt sur les bénéfices	15 985	22 056
• IS au taux de droit commun	19 012	24 152
• IS sur les plus-values à long terme		
• IS sur redressement fiscaux	360	1 397
• Etalement IS sur crédit impôts prêts taux zéro	- 2 989	- 2 312
• Impôts différés	- 104	- 220
• Contributions exceptionnelles		147
• Autres charges d'IS		- 58
• Provisions pour impôt	- 294	- 1 050

PREUVE D'IMPÔT	2008
• Résultat avant impôt sur les sociétés	58 826
• Impôt exigible	15 985
• Taux effectif d'IS	27,17%
• Taux normal d'IS	34,43%
Différence d'impôt	- 4 269
Explication de la différence d'impôt	- 4 269
• Différences permanentes :	- 10 839
• Impact des taux réduits d'IS :	- 13 358
• Non assujettissement à contribution sociale 3,3%	- 628
• Variation d'IDA non comptabilisé :	- 910
• Déficit fiscal non activé	21 521
• Autres variations sur l'IS	- 59
• Divers	4

## 4.4 - AUTRES INFORMATIONS

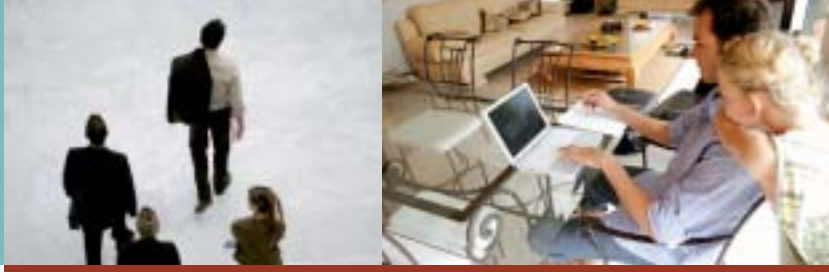
### 4.4.1 - INFORMATIONS RELATIVES AUX FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2008 (en €)

	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote Part du Capital détenu
<b>A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
<b>1- Filiales détenues à plus de 50%</b>			
INVESTLACO 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 482 923 893	2 000 000	- 268 071	100,000%
SCI des ANTONS 1,Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 484 959 358			100,000%
LACOCIM 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 421 314 758	4 242 000	4 456 503	99,994%
FILACTION 12, impasse des Jades 44300 Nantes - Siren 402 386 429	900 000	879 575	99,993%
SELACO 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 318 055 233	375 000	3 146 020	99,980%
SNC DU VIVIER 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 317 979 458	3 379 300	4 103 733	99,955%
SELACOFI 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 402 756 209	7 500	1 045 975	99,000%
ATLANCOURTAGE OUEST ATLANTIQUE 168, route de S' Joseph 44300 Nantes - Siren 350 603 304	457 347	3 452 857	95,990%
DEMEURES ET TRADITIONS 2, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 858 802 648	211 760	621 702	97,414%
MAISON FAMILIALE DE L. ATLANTIQUE 2, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 869 800 359	411 886	162 764	95,462%
CMAR 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 442 619 094	4 900 586	6 069 138	89,396%
ATARAXIA 2, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 388 291 429	13 058 550	17 816 250	87,500%
ATLANTIQUE HABITATION Impasse Jean Raulo 44800 S' Herblain - Siren 867 801 334	2 100 000	45 949 469	67,198%
CENTRALE MARCHES IMMOBILIERS 3, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 411 798 036	37 500	4 428	51,000%
<b>2 - Participations détenues (10 à 50% du capital)</b>			
SORVACEM 2, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 391 243 862	240 000	285 353	36,533%
SYNERGIE FINANCE 46, rue du Port Boyer 44300 Nantes - Siren 384 765 954	23 400 000	23 141 586	35,500%
NANTAISE D'HABITATION 1, allée des Hélices 44200 Nantes - Siren 856 801 360	9 000 000	28 312 423	17,997%
SEM DES SORINIERES 49, rue Georges Clémenceau 44840 Les Sorinières - Siren 381 307 339	273 456	- 184 391	29,211%
SIBE PARTICIPATION 23, rue du Pavillon 49070 Beaucozéz - Siren 451 205 702	3 238 500	512 685	24,184%
ESPACE DOMICILE 10, Place François Blancho 44600 S' Nazaire - Siren 006 380 158	719 901	17 436 846	23,728%
B C M E Allée Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon - Siren 378 398 911	150 000 000	22 069 000	16,000%
SYNERGIE FINANCE GESTION 32, rue Mirabeau 29480 Le Relecq Kerhuon - Siren 420 761 512	200 000	898 917	15,000%
SURAVENIR VIE 232, rue du Général Paulet 29200 Brest - Siren 330 033 127	276 628 270	192 602 000	15,000%
SAS MARSAUDERIES 2, Rond Point des Antons 44700 Orvault - Siren 331 442 640	427 424	44 028	13,158%
LOIRE OCEAN DEVELOPPEMENT 6, rue Virginia Woolf 44800 S' Herblain - Siren 865 800 767	1 211 420	951 745	12,857%
<b>3- Participations détenues à moins de 10% mais représentant plus de 2% des Fonds Propres</b>			
Caisse Centrale du CM 88-90, rue Cardinet 75017 Paris - Siren 632 049 052	61 226 646	222 032 635	9,570%
CFCM MIDI ATLANTIQUE 6, rue de la Tuilerie 31130 Balma - Siren 312 682 099	255 285 197	7 665 803	7,799%
IPO NANTES (FR000066284) 32, avenue Camus 44000 Nantes - Siren 319 658 530	79 781 370	128 792 744	7,695%
EURO INFORMATION 34, rue Wacken 67000 Strasbourg - Siren 312 730 674	51 669 000	362 383 272	4,355%
ACM 34, rue Wacken 67000 Strasbourg - Siren 352 475 529	1 025 735 735	2 602 163 981	6,000%
BFCM 34, rue Wacken 67000 Strasbourg - Siren 355 801 929	1 302 192 250	1 587 334 580	1,902%
CIC (FR0005025004) 6, avenue de Provence 75009 Paris - Siren 542 016 381	573 626 848	3 356 373 152	0,360%
<b>B- RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS</b>			
<b>1 - Filiales non reprises en A</b>			
a . Filiales françaises (ensemble)			
b . Filiales étrangères (ensemble)			
<b>2 - Participations non reprises en A</b>			
a . Dans les sociétés françaises (ensemble)			
b . Dans les sociétés étrangères (ensemble)			





Valeur comptable des Titres		Prêts et Avances consentis en cours	Montant des Cautions et avals donnés	PNB ou CAHT	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
Brut	Net					
2 000 000	2 000 000	4 266 375		408 744	- 160 557	
6 765 287	6 765 287			504 057	101 127	
4 241 751	4 241 751	2 264 694		1 191 098	3 918 540	
914 632	914 632			2 773 533	131 165	119 992
381 130	381 130	2 487 962		5 177 079	728 406	727 355
3 535 944	3 377 774	411 449		930 628	814 101	199 910
7 425	7 425			240 218	202 060	198 000
160 320	160 320			390 359	366 929	351 299
202 299	202 299			335 619	2 073	
354 474	354 474			242 478	- 4 945	
4 725 994	4 725 994	39 699 643		1 565 091	702 759	
12 042 016	12 042 016	1 060 338		2 764 077	3 827 337	1 270 360
1 460 017	1 460 017			32 825 562	4 922 063	
19 437	19 437			1 747 562	228 437	116 510
83 542	83 542			1 907 703	- 27 401	
8 845 951	8 845 951			301 000	4 674 000	664 558
1 936 905	1 936 905			39 561 184	6 377 838	30 773
66 315	26 017			91 362	- 54 842	
918 159	918 159				- 7 981	
162 911	162 911			16 179 244	3 352 601	7 613
23 051 498	23 051 498	240 589 832		66 611 000	15 518 506	1 560 000
34 301	34 301			2 690 525	597 656	30 000
50 124 977	50 124 977	48 497 903		5 335 843 000	92 719 000	20 549 877
56 406	56 406	113 960		18 589	153 072	20 139
158 229	158 229			7 753 218	589 808	1 421
11 319 281	11 319 281	204 927 996		442 089 000	16 525 772	354 947
19 909 201	19 909 201			22 414 000	5 867 003	272 503
9 988 247	9 988 247			41 266 329	30 570 540	830 148
8 175 000	8 175 000			531 077 350	51 219 501	131 250
255 252 994	255 252 994			7 886 576 000	479 339 000	2 554 205
60 979 637	60 979 637			287 983 430	254 274 958	3 706 183
16 351 282	16 351 282			8 813 597 000	546 302 000	601 008
11 287 983	10 891 636	84 560 914				10 264 100



#### 4.4.2 - AUTRES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ INDÉFINIE ET SOLIDAIRE

SNC	Société Immobilière du Vivier, 46, rue du Port Boyer, 44300 Nantes
SNC	SELACOFI, 46, rue du Port Boyer, 44300 Nantes

#### 4.4.3 - EFFECTIF PRÉSENT (en équivalents temps plein)

	2008	2007
Cadres	593	598
Techniciens	1 261	1 255
Temporaires	98	78
<b>TOTAL</b>	<b>1 952</b>	<b>1 931</b>

#### 4.4.4 - ENGAGEMENTS NE FIGURANT PAS AU HORS-BILAN PUBLIABLE

	2008	2007
Financements reçus de la clientèle	51 542	51 542
Garanties reçues de la clientèle	460 761	450 212

#### 4.4.5 - RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Pour l'exercice 2008, la rémunération de l'organe de direction s'élève à 892 k€.

Le montant des crédits accordés pendant l'exercice aux membres de l'organe de direction s'élève à 115 k€.

#### 4.4.6 - INFORMATION SECTORIELLE

Le CM LACO a pour principale activité la banque de détail et de ce fait ne présente pas d'information sectorielle.

#### 4.4.7 - HONORAIRES

- > honoraires perçus par le contrôleur légal des comptes annuels (Cogex, KPMG) : 184 k€,
- > honoraires perçus par les services de conseil fiscal : 89 k€,
- > honoraires perçus par tout autre service : 2 377 k€.

#### 4.4.8 - DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION

Le capital de temps de formation constitué pour l'ensemble du personnel, en application de la loi 2004-391 du 4 mars 2004, représente 165 574 heures au 31 décembre 2008.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES GLOBALISÉS

Exercice clos le 31 décembre 2008.

Mesdames, Messieurs, Chers Sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- > Le contrôle des Comptes Globalisés de votre Fédération du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest, constitués par les états financiers de la Fédération, ceux de la Caisse Fédérale et ceux de l'ensemble des Caisses Locales, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > La justification des nos appréciations ;
- > les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes globalisés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la Fédération. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 - Opinion sur les comptes globalisés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes globalisés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes globalisés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes globalisés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

### 2 - Justifications des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

#### Estimations comptables

- Votre Fédération expose dans la note 3 - Faits Significatifs - de l'annexe aux comptes globalisés, le contexte spécifique de la crise

financière, ses expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement de ces expositions et à leur valorisation, ainsi que le caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

- Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritère comme indiqué dans la note 1.3.2. de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

- Comme indiqué dans la note 1.3.5 de l'annexe aux comptes globalisés, votre Fédération constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la Direction, relatif à la détection et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions sur base individuelle et collective.

- Votre Fédération constitue des provisions pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans Epargne Logement (note 1.3.9 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de cette provision et avons vérifié que la note annexe 4.1.17 donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes globalisés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes globalisés, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes globalisés.

Nantes, le 9 avril 2009.

Les commissaires aux comptes :  
KPMG Audit - Département de KPMG S.A. - COGEX

Franck Noël



Alain Siloret







# COMPTES CONSOLIDÉS

## Normes I.F.R.S.



# COMPTES CONSOLIDÉS NORMES I.F.R.S.

## Etats financiers au 31 décembre 2008

### BILAN CONSOLIDÉ ACTIF - I.F.R.S. (EN K€)

	31/12/08	31/12/07	Notes
Caisse, Banques centrales, CCP	150 033	142 393	1a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	726 064	1 050 946	2a, 2c, 4
Instruments dérivés de couverture	119 247	64 200	3a, 4
Actifs financiers disponibles à la vente	920 156	715 504	5a
Prêts et créances sur les établissements de crédits	2 973 353	2 826 128	1a
Prêts et créances sur la clientèle	8 788 746	8 209 208	6a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	64 407	1 216	3b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			7
Actifs d'impôts courants	66 533	75 589	9a
Actifs d'impôts différés	46 977	20 223	9b
Compte de régularisation et actifs divers	193 361	229 604	10a
Actifs non courants destinés à être cédés		34 014	10c
Participations dans les entreprises mises en équivalence	26 116	58 658	11
Immeubles de placement	9 650	9 765	12
Immobilisations corporelles	70 255	69 582	13a
Immobilisations incorporelles	5 507	6 935	13b
Ecart d'acquisition	4 050	4 546	14
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>14 164 455</b>	<b>13 518 511</b>	



## BILAN CONSOLIDÉ PASSIF - I.F.R.S. (EN K€)

	31/12/08	31/12/07	Notes
Banques centrales, CCP			1b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	26 744	19 057	2b, 2c, 4
Instruments dérivés de couverture	137 896	63 860	3a, 4
Dettes envers les établissements de crédit	1 537 695	1 772 964	1b
Dettes envers la clientèle	6 720 860	6 325 350	6b
Dettes représentées par un titre	4 196 852	3 691 204	15
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		4 498	3b
Passifs d'impôts courants	19 614	42 563	9a
Passifs d'impôts différés	8 205	8 523	9b
Compte de régularisation et passifs divers	194 871	235 448	10b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			16
Provisions pour risques et charges	22 387	23 366	17
Dettes subordonnées			18
Capitaux propres totaux	1 299 331	1 331 678	
• Capitaux propres part du Groupe	1 294 206	1 326 356	
• <i>Capital et réserves liées</i>	170 780	153 428	19a
• <i>Réserves consolidées</i>	775 164	701 790	19a
• <i>Gains ou pertes latents ou différés</i>	298 762	379 488	19b
• <i>Résultat de l'exercice</i>	49 500	91 650	
• Intérêts minoritaires	5 125	5 322	
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>14 164 455</b>	<b>13 518 511</b>	



## COMpte DE Résultat CONSOLIDÉ - I.F.R.S. (EN K€)

	31/12/08	31/12/07	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	730 889	573 761	21
Intérêts et charges assimilées	- 625 363	- 459 765	21
Commissions (produits)	110 716	118 841	22
Commissions (charges)	- 19 059	- 19 365	22
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	11 835	34 423	23
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	49 210	41 995	24
Produits des autres activités	28 790	41 095	25
Charges des autres activités	- 4 222	- 4 076	25
<b>PRODUIT NET BANCAIRE IFRS</b>	<b>282 796</b>	<b>326 909</b>	
Charges générales d'exploitation	- 202 230	- 201 435	26a, 26b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	- 9 239	- 10 217	26c
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION IFRS</b>	<b>71 327</b>	<b>115 257</b>	
Coût du risque	- 50 423	- 11 724	27
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION IFRS</b>	<b>20 904</b>	<b>103 533</b>	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	6 463	6 254	11
Gains ou pertes sur autres actifs	2 851	472	28
Variations de valeur des écarts d'acquisition			29
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT IFRS</b>	<b>30 218</b>	<b>110 259</b>	
Impôts sur les bénéfices	3 353	- 25 239	30
<b>GAINS ET PERTES NETS D'IMPÔTS SUR ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>16 079</b>	<b>7 345</b>	<b>31</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>49 650</b>	<b>92 365</b>	
Intérêts minoritaires	150	715	
<b>RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)</b>	<b>49 500</b>	<b>91 650</b>	





## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE (EN K€)

	31/12/08	31/12/07
Résultat net	49 650	92 365
Impôt	- 3 353	25 239
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>46 297</b>	<b>117 604</b>
+/- • Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	9 195	10 206
- • Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	49	62
+/- • Dotations nettes aux provisions	15 219	6 404
+/- • Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	- 6 463	- 6 254
+/- • Perte nette/gain net des activités d'investissement	- 868	- 6 145
+/- • (Produits)/charges des activités de financement		
+/- • Autres mouvements	- 15 088	9 143
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>2 044</b>	<b>13 416</b>
+/- • Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	- 315 799	- 290 659
+/- • Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	- 198 912	- 690 072
+/- • Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	787 345	703 615
+/- • Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	- 30 326	33 849
- • Impôts versés	- 36 290	- 40 216
<b>= Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>206 018</b>	<b>- 283 483</b>
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (A)</b>	<b>254 359</b>	<b>- 152 463</b>
+/- • Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	- 205 343	- 28 818
+/- • Flux liés aux immeubles de placement (e)	231	8 325
+/- • Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	- 3 194	- 9 144
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>- 208 306</b>	<b>- 29 637</b>
+/- • Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	13 982	21 095
+/- • Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)		
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>13 982</b>	<b>21 095</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>60 035</b>	<b>- 161 005</b>
• Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	254 359	- 152 463
• Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	- 208 306	- 29 637
• Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	13 982	21 095
• Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>294 826</b>	<b>455 831</b>
• Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	142 393	111 476
• Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	152 433	344 355
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>354 861</b>	<b>294 826</b>
• Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	149 780	142 393
• Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	205 081	152 433
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>60 035</b>	<b>- 161 005</b>

31/12/08 31/12/07

<b>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- • Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie), hors créances rattachées	- 96 889	- 282 516
+/- • Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	- 218 910	- 8 143
<b>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- • Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	- 590 271	- 964 452
+/- • Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	391 359	274 380
<b>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- • Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	317 410	- 83 222
+/- • Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat		
- • Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	- 40 376	- 2 313
+ • Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente		
+/- • Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture		
+/- • Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	510 311	789 150
<b>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- • Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise		
+ • Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée		
- • Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ • Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ • Encaissements liés aux dividendes reçus		
- • Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
+ • Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
- • Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	- 221 601	- 34 895
+ • Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	16 258	6 077
+/- • Autres flux liés aux opérations d'investissement		
+ • Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus		
<b>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- • Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	- 528	- 665
+ • Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	759	8 990
<b>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- • Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 9 122	- 32 122
+ • Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 928	22 978
<b>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ • Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	15 695	20 053
+ • Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital		
- • Décaissements liés aux dividendes payés	- 1 713	1 042
- • Décaissements liés aux autres rémunérations		
<b>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ • Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
- • Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
+ • Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées		
- • Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées		
- • Décaissements liés aux intérêts payés, hors intérêts courus non échus		



## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (EN K€)

	Capital	Primes	Réserves consolidées		Résultat de l'exercice		Gains ou pertes latents		Total
			part du	minori-	part du	minori-	part du	minori-	Capitaux
			Groupe	taires	Groupe	taires	Groupe	taires	Propres
<b>SITUATION À L'OUVERTURE (31/12/2006)</b>	<b>124 939</b>	<b>3 467</b>	<b>628 191</b>	<b>14 607</b>	<b>81 951</b>	<b>3 904</b>	<b>289 287</b>	<b>22</b>	<b>1 146 368</b>
Variation du capital de la société mère	19 733								19 733
Affectation du résultat consolidé 2006			81 951	3 904	- 81 951	- 3 904			
Distributions hors Groupe			- 3 085	- 1 517					- 4 602
Résultat consolidé 2007 (avant affectation)					91 650	715			92 365
Variation de périmètre		5 289	- 5 278	882					893
Variations de Juste Valeur des actifs DALV							90 201	- 22	90 179
Autres incidences liées à l'application des normes IAS/IFRS			23	- 5					18
Incidence en capitaux propres des actifs non courants destinés à être cédés				- 13 276					- 13 276
Autres variations			- 12	12					
<b>SITUATION À LA CLÔTURE (31/12/2007)<sup>(1)</sup></b>	<b>144 672</b>	<b>8 756</b>	<b>701 790</b>	<b>4 607</b>	<b>91 650</b>	<b>715</b>	<b>379 488</b>		<b>1 331 678</b>

<sup>(1)</sup> Dont quote-part de capitaux propres des actifs non courants destinés à être cédés

	Capital	Primes	Réserves consolidées		Résultat de l'exercice		Gains ou pertes latents		Total
			part du	minori-	part du	minori-	part du	minori-	Capitaux
			Groupe	taires	Groupe	taires	Groupe	taires	Propres
<b>SITUATION À L'OUVERTURE (31/12/2007)</b>	<b>144 672</b>	<b>8 756</b>	<b>701 790</b>	<b>4 607</b>	<b>91 650</b>	<b>715</b>	<b>379 488</b>		<b>1 331 678</b>
Variation du capital de la société mère	15 511								15 511
Affectation du résultat consolidé 2007			91 650	715	- 91 650	- 715			
Distributions hors Groupe			- 3 666	- 270					- 3 936
Résultat consolidé 2008 (avant affectation)					49 500	150			49 650
Variation de périmètre		1 841	- 14 697	- 77			12 856		- 77
Variations de Juste Valeur des actifs DALV							- 93 582		- 93 582
Autres incidences liées à l'application des normes IAS/IFRS									
Autres variations				87					87
<b>SITUATION À LA CLÔTURE (31/12/2008)</b>	<b>160 183</b>	<b>10 597</b>	<b>775 164</b>	<b>4 975</b>	<b>49 500</b>	<b>150</b>	<b>298 762</b>		<b>1 299 331</b>



# Comptes consolidés normes I.F.R.S. ANNEXES AUX COMPTES PUBLIABLES

## ■ PRINCIPES COMPTABLES

### Préambule

Le Groupe Crédit Mutuel au niveau national n'étant pas coté, il n'a aucune obligation d'établir des comptes consolidés selon le référentiel des normes comptables internationales IFRS.

Cependant, dans un souci d'une plus grande transparence et d'une meilleure comparabilité avec les principaux établissements de la Place, le Conseil d'Administration de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, organe central du Groupe au sens de l'article L.511-31 du Code Monétaire et Financier, a décidé d'établir des comptes consolidés annuels au niveau national en IFRS.

De ce fait, le Groupe CM LACO applique les normes IFRS pour ses propres comptes consolidés.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2004-R03 du Conseil National de la Comptabilité relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

## 1. - PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### 1.1 - DÉTERMINATION DU PÉRIMÈTRE

#### Entité consolidante

Le Groupe du CREDIT MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE OUEST a pour société mère le Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest, formé de la Fédération, de 146 caisses locales et de la Caisse Fédérale. Cet ensemble est affilié à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

La société mère exerce son activité de banque mutualiste et de distributeur d'assurance sur les départements de Loire-Atlantique, Nord Deux-Sèvres, Vienne, Haute Vienne, Creuse et Corrèze.

Organisé autour de sa vocation principale, la bancassurance, le Groupe CM LACO développe ses activités dans des services touchant la technologie, l'immobilier ou le courtage d'assurance. Il a donc vocation à :

- > être distributeur auprès de la clientèle de produits bancaires et d'assurance vie ou I.A.R.D (Incendie, Accidents et Risques Divers)
- > participer à l'économie régionale (prêts aux collectivités locales et territoriales, participation dans les organismes HLM)
- > couvrir l'ensemble des métiers de la branche immobilière
- > développer les services dans les secteurs des nouvelles technologies et du courtage d'assurance.

Nous exposons dans cette annexe les principes de consolidation retenus pour établir les comptes du Groupe. Les états financiers ainsi que les éléments chiffrés présentés dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

#### Périmètre de consolidation

Les principes généraux d'inclusion d'une société dans le périmètre sont définis par IAS 27, IAS 28 et IAS 31.

Le périmètre de consolidation est composé :

- **Des entités contrôlées de manière exclusive** : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le Groupe détient, directement ou

indirectement, une participation majoritaire en capital et, soit la majorité des droits de vote, soit le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance, ou lorsque le Groupe exerce une influence dominante. Les comptes des entités contrôlées de manière exclusive sont consolidés par intégration globale.

- **Des entités sous contrôle conjoint** : le contrôle conjoint est le partage, en vertu d'un accord contractuel, du contrôle d'une activité économique, quelles que soient les structures ou les formes selon lesquelles sont menées les activités. Les entités sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

- **Des entités sous influence notable** : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

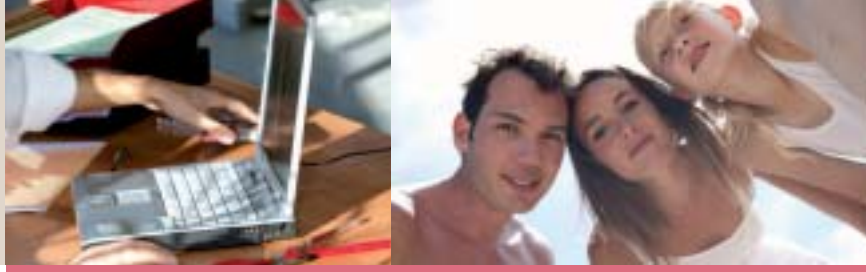
Une entité ad hoc est consolidée si les conditions définies par SIC 12 (activités de l'entité menées pour le compte exclusif du Groupe, pouvoir de décision ou de gestion pour obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité, capacité de bénéficier des avantages de l'entité, conservation de la majorité des risques) sont remplies. Au 31 décembre 2008, le CM LACO ne gère pas de société ad hoc.

Les participations détenues par des sociétés de capital développement et sur lesquelles est exercé un contrôle conjoint ou une influence notable sont exclues du périmètre de consolidation et sont comptabilisées en disponibles à la vente.

#### Variations du périmètre

Au 31 décembre 2008, les changements relatifs au périmètre de consolidation sont les suivants :

- Déconsolidation des sociétés suivantes :
  - > cession hors groupe des sociétés du pôle Suravenir Assurances dont les actifs étaient destinés à être cédés au 31 décembre 2007.
  - > déconsolidation suite à dilution de la BCME précédemment mise en équivalence.
  - > cession hors groupe des sociétés Lebrun, Avis Immobilier et Avis Développement.
- Changement de méthode de consolidation suite à rachat de parts : Sci des Antons (IG)



## 1.2 - COMPOSITION DU PÉRIMÈTRE

Les filiales consolidées et leurs activités sont recensées dans le tableau des participations. La contribution au résultat consolidé représente la part du Groupe.

	Activité	Nat.	% Cont.	% Int.	Contribution au résultat 2008 consolidé (k€) (part du Groupe)	Contribution au résultat 2007 consolidé (k€) (part du Groupe)	Méthode d'intégration
<b>ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>							
• Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest (comptes globalisés)	Banque + Assurance	F	mère	mère	39 773	66 052	mère
• Crédit Mutuel agricole et rural de Loire-Atlantique et du Centre Ouest	Banque à vocation agricole	F	100%	100%	366	812	Intégration globale
• Banque du Crédit Mutuel pour l'entreprise (BCME)	Banque à Clientèle Profess.	F	16%	16%	Déconsolidée	4 569	Mise en équivalence
<b>SOCIÉTÉS DE MOYENS</b>							
• SELACO (SA)	Société d'équipement	F	100%	100%	481	683	Intégration globale
• INVESTLACO (SAS)	Gestion immobilière	F	100%	100%	- 75	- 161	Intégration globale
• Société Immobilière du Vivier (SNC)	Gestion du Patrimoine Immobilier	F	100%	100%	600	891	Intégration globale
• Sci des Antons	Gestion locative	F	100%	100%	151	NC	Intégration globale
<b>AUTRES ENTREPRISES</b>							
• Lacocim	Société immobilière	F	100%	100%	653	3 844	Intégration globale
• Filaction + Bédé	Recouvrement	F	100%	100%	48	259	Intégration globale
• Synergie Finance (SA)	Capital Risque	F	35,5%	35,5%	6 471	1 695	Mise en Équivalence
• Filière de courtage assurance (sous-groupe)	Courtage d'assurance	F	96%	96%	221	1 744	Intégration globale
• Filière immobilière Ataraxia (sous-groupe)	Métiers de l'immobilier	F	87,5%	87,5%	811	3 917	Intégration globale
• Filière Suravenir Assurances (sous-groupe)	Assurance de biens et personnes	F	50%	50%	Activité abandonnée	7 345	Abandon d'activité





Les filiales dont la consolidation ne présente pas un caractère significatif et celles fiscalement transparentes, sont exclues du champ de la consolidation. Il s'agit principalement de :

- > La Société Orvaltaise d'Aménagement et de Construction en Economie Mixte (SORVACEM),
- > SELACOFI (SNC)

La limitation des droits de vote propre à la réglementation HLM et les restrictions sévères et durables sur les capitaux propres relatifs, conduisent à exclure les sociétés HLM du périmètre de consolidation. Il s'agit principalement des sociétés suivantes :

- > Atlantique Habitation,
- > La Maison familiale de Loire-Atlantique,
- > La Nantaise d'habitations.

Les principales participations et filiales non consolidées du Groupe Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest sont les suivantes :

	Montant Brut détenu	% de participation	Capitaux propres 2008 avant résultat	Résultat 2007	Valorisation IFRS	Plus ou moins value
<b>PARTICIPATIONS ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>						
• Banque Fédérative du CM	60 980	1,90%	2 889 527	254 275	146 761	85 781
• BCME	23 051	16,00%	172 069	15 519	38 400	15 349
• C. F. Crédit Mutuel Midi Atlantique	19 909	7,80%	262 951	5 867	19 909	
• CIC	16 351	0,36%	3 930 000	546 302	25 069	8 718
• Caisse Centrale de Crédit Mutuel	11 319	9,58%	283 259	16 526	11 319	
• I.P. DE L'OUEST	9 988	7,70%	208 574	30 571	24 162	14 174
• FINANCO	3 226	5,22%	81 068		4 902	1 676
• SODELEM	1 448	5,00%	30 518	984	2 620	1 172
• BANQUE PRIVÉE EUROPÉENNE	1 164	0,92%	139 025	10 465	1 384	220
• Autres participations dans E.C.	1 244				4 399	3 155
<b>TOTAL</b>	<b>148 680</b>				<b>278 925</b>	<b>130 245</b>
<b>PARTICIPATIONS SOCIÉTÉS D'ASSURANCE</b>						
• ACM GROUPE	255 253	6,00%	3 627 900	479 339	348 181	92 928
• SURAVENIR VIE	50 125	15,00%	469 230	92 719	118 673	68 548
• SOCIÉTÉ SUISSE SANTE	534	0,43%	237 063	39 697	1 029	495
<b>TOTAL</b>	<b>305 912</b>				<b>467 883</b>	<b>161 971</b>
<b>PARTICIPATIONS SOCIÉTÉS HLM</b>						
• ATLANTIQUE HABITATION*	1 460	67,20%	48 049	4 922	1 813	353
• LA NANTAISE D'HABITATIONS*	1 937	18,00%	37 312	6 378	2 842	905
• Autres participations sociétés HLM	934				1 683	749
<b>TOTAL</b>	<b>4 331</b>				<b>6 338</b>	<b>2 007</b>
<b>AUTRES PARTICIPATIONS</b>						
• EURO INFORMATION	8 175	4,35%	414 052	51 220	20 756	12 581
• Autres participations	2 452				3 537	1 085
<b>TOTAL</b>	<b>10 627</b>				<b>24 293</b>	<b>13 666</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>469 550</b>				<b>777 439</b>	<b>307 889</b>

\* la limitation des droits de vote propre à la réglementation HLM et les restrictions sévères et durables sur les capitaux propres relatifs, conduisent à exclure les sociétés HLM du périmètre de consolidation.



## 2 - PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION

### 2.1 - MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

#### Intégration globale

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

#### Intégration proportionnelle

Cette méthode consiste à intégrer dans les comptes de l'entité consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entité consolidée, après retraitements éventuels ; aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

#### Mise en équivalence

Il s'agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous influence notable.

### 2.2 - DATE DE CLÔTURE

Toutes les sociétés du Groupe incluses dans le périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

### 2.3 - ELIMINATION DES OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Les comptes réciproques ainsi que les profits résultant de cessions entre les entités du Groupe et ayant une incidence significative au niveau des comptes consolidés sont éliminés.

Les créances, dettes, engagements réciproques, charges et produits internes sont éliminés pour les entités consolidées par intégration globale et proportionnelle.

### 2.4 - ECARTS D'ACQUISITION

#### Ecarts d'évaluation

A la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs, les passifs, ainsi que les passifs éventuels d'exploitation sont évalués à leur juste valeur. Les écarts d'évaluation correspondant à la différence entre la valeur comptable et la juste valeur sont comptabilisés.

#### Ecarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels sont évalués à leur juste valeur. La différence entre le prix d'acquisition des titres et l'évaluation totale de l'actif, du passif et des passifs éventuels constitue l'écart d'acquisition. S'il est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition". Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition est comptabilisé en capitaux propres.

Le Groupe procède régulièrement et au moins une fois par an à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition. Ils ont pour objectif de s'assurer que les écarts d'acquisition ne subissent pas une dépréciation. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle est affectée l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. En pratique, les UGT sont définies par rapport aux lignes métiers selon lesquelles le Groupe suit son activité. Au CM LACO, des UGT ont été définies pour les activités d'aménagement immobilier et de gestion immobilière.

## 3 - PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les normes IFRS offrent des choix de méthodes de comptabilisation sur certains sujets. Les principales options retenues par le Groupe concernent :

- l'utilisation de la juste valeur ou d'une réévaluation comme coût présumé des immobilisations au moment de la conversion : cette option peut s'appliquer à toute immobilisation corporelle, tout actif incorporel qui satisfait les critères de réévaluation, ou tout immeuble de placement évalué sur la base du coût. Le Groupe a choisi de ne pas retenir cette option ;
- la constatation immédiate en capitaux propres des écarts actuariels liés aux avantages du personnel n'a pas été appliquée par le Groupe ; Le Groupe a opté pour la mise à zéro des réserves de conversion dans le bilan d'ouverture du 1<sup>er</sup> janvier 2005 comme le permet IFRS 1.
- la valorisation au prix de marché de certains passifs émis par l'entreprise n'appartenant pas au portefeuille de négociation. L'IASB a publié en juin 2005 un amendement à la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation", précisant les conditions d'utilisation de l'option de juste valeur par résultat pour les actifs et passifs financiers, qui a été adopté par l'Union Européenne et que le Groupe applique depuis 2005 ;
- l'éligibilité aux relations de couverture de juste valeur des opérations de macrocouverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif des positions à taux fixe (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle) autorisée par le règlement n°2086/2004 de la





Commission européenne, a été appliquée par le Groupe.

- Le Groupe n'a pas utilisé l'amendement d'IAS39 d'octobre 2008 permettant de reclasser certains instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en prêt et créances ou en actifs détenus jusqu'à l'échéance.

### 3.1 - PRÊTS ET CRÉANCES

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents. Ces encours sont ensuite valorisés lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (sauf pour ceux qui ont été comptabilisés selon la méthode de la juste valeur par option).

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

### 3.2 - PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES PRÊTS ET CRÉANCES, ENGAGEMENT DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

#### **Provision individuelle pour dépréciation de prêts et créances**

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptible de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêt contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois, 6 mois pour l'immobilier et les collectivités locales ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a déchéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

La dépréciation est comptabilisée sous la forme de provision dont les dotations sont comprises dans le coût du risque. Les reprises de provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

#### **Provision collective sur les prêts et créances**

Les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle font l'objet d'une provision par portefeuilles homogènes de prêts en cas de dégradation de notes internes ou externes, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "coût du risque" du compte de résultat.

### 3.3 - CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Un contrat de location financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

#### **Opérations de location financement bailleur**

Conformément à IAS 17, les opérations de location financement réalisées avec des sociétés extérieures au Groupe figurent au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette, égale à la différence entre :
  - > l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et des intérêts courus à la clôture de l'exercice ;
  - > la valeur nette comptable des immobilisations louées ;
  - > la provision pour impôts différés.



Le Groupe CM LACO n'est pas concerné par ce type d'opérations.

### Opérations de location financement preneur

Conformément à IAS 17, les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan en contrepartie d'un emprunt auprès d'établissements de crédit au passif. Les loyers versés sont ventilés entre charges d'intérêt et remboursement du principal de la dette. Le Groupe CM LACO n'est pas concerné par cette norme.

## 3.4 - TITRES

### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### *INSTRUMENTS NÉGOCIÉS SUR UN MARCHÉ ACTIF*

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales.

#### *INSTRUMENTS NÉGOCIÉS SUR UN MARCHÉ NON ACTIF*

Lorsqu'un marché est illiquide, les prix de marché peuvent être utilisés comme un élément afin de déterminer la juste valeur, mais peuvent ne pas être déterminants.

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, intégrant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait (crédit, liquidité). Les données observables sur un marché sont à retenir tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### Classification des titres

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- > actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- > actifs financiers disponibles à la vente,
- > actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- > prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du Groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

### Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### *CRITÈRES DE CLASSEMENT ET RÈGLES DE TRANSFERT*

Le classement de titres dans cette catégorie résulte soit d'une réelle intention de transaction, soit du recours à l'option de juste valeur.

#### • a) Instruments détenus à des fins de transaction :

Les titres détenus à des fins de transaction regroupent les titres acquis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres gérés globalement pour lequel il existe un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe CM LACO à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du Groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance. Ces transferts de portefeuille ont pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle, leur impact sur le résultat du Groupe.

#### • b) Instruments en juste valeur sur option

Les instruments financiers peuvent être classés par choix, dès l'origine et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- > instruments financiers composés d'un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- > instrument présentant une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- > instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Cette option peut être utilisée notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs ainsi que pour les titres de l'activité de capital développement et certaines dettes émises recelant des dérivés incorporés.

#### BASE D'ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES CHARGES ET PRODUITS

Les titres classés en "*Actifs à la juste valeur par résultat*" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "*Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.

En cas de transfert, vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### Actifs et passifs financiers disponibles à la vente

##### CRITÈRES DE CLASSEMENT ET RÈGLES DE TRANSFERT

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "*prêts et créances*", ni en "*actifs financiers détenus jusqu'à maturité*" ni en "*juste valeur par résultat*".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés :

- > en "*Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*", en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie ;
- > en "*Prêts et créances*" : en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie ;

#### BASE D'ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES CHARGES ET PRODUITS

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "*Gains ou pertes latents ou différés*", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation durable.

Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "*Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente*", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement. En cas de transfert de titre de la catégorie "*Actifs financiers disponibles à la vente*" vers les catégories "*Actifs financiers détenus jusqu'à échéance*" ou "*Prêts et créances*" d'instruments ayant une échéance fixe, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "*Prêts et créances*", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat dans la rubrique "*Intérêts et produits assimilés*". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "*Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente*".

#### DÉPRÉCIATION ET RISQUE DE CRÉDIT

##### • a) Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenu variable, le Groupe CM LACO considère qu'en cas d'absence de volatilité accrue du marché, une dévalorisation du titre d'au moins 20% par rapport à son coût d'acquisition sur une période de plus de six mois consécutifs, constitue un indicateur de dépréciation suffisamment fort pour déclencher une analyse. L'analyse est effectuée ligne à ligne. Si elle conclut à une perte probable, celle-ci est constatée en résultat, dans la rubrique "*gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente*".

Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres, passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "*gains ou pertes latents ou différés*".

##### • b) Dépréciation au titre du risque de crédit

Les dépréciations sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "*Coût du risque*". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit permet de déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation



en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Celles-ci sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "*coût du risque*" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

### Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

#### CRITÈRES DE CLASSEMENT ET RÈGLES DE TRANSFERT

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le Groupe CM LACO a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cessions ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

#### BASE D'ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES CHARGES ET PRODUITS

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "*Intérêts et produits assimilés*" du compte de résultat.

#### RISQUE DE CRÉDIT

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale, et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "*coût du risque*". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "*coût du risque*".

### Prêts et créances

#### CRITÈRES DE CLASSEMENT ET RÈGLES DE TRANSFERT

La norme IAS 39 admet le classement de certains titres dans la catégorie "*Prêts et créances*", dès lors qu'il s'agit de titres à revenu fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. Le classement dans cette catégorie peut être effectué soit au moment de l'acquisition du titre, soit par transfert en provenance des catégories "*Actifs financiers à la juste valeur par résultat*" ou "*Actifs financiers disponibles à la vente*", selon l'amendement IAS 39.

#### BASE D'ÉVALUATION ET COMPTABILISATION DES CHARGES ET PRODUITS

Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à leur juste valeur. Ils suivent dès lors les règles de comptabilisation et d'évaluation des prêts et créances décrites dans la partie 3.1 "*Prêts et Créances*".

#### RISQUE DE CRÉDIT

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale, et susceptible de générer une perte (risque de crédit avéré). La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "*coût du risque*". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "*coût du risque*".

### 3.5 - DÉRIVÉS ET COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

#### Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.



## Classification des dérivés et comptabilité de couverture

### • Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "*actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat*", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

### DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- > l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- > les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- > l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

### • Comptabilisation :

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "*Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*".

### COMPTABILITÉS DE COUVERTURE

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le Groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente, l'identification de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80% à 125%. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

### COUVERTURE DE JUSTE VALEUR D'ACTIFS OU DE PASSIFS IDENTIFIÉS

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "*gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat*" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "*Actifs financiers disponibles à la vente*". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de l'élément couvert se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "*Produits et charges d'intérêts*" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "*actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat*" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.



Le Groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour gérer ces opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 ("carve-out") permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs, l'échéancier des dérivés de couverture est mis face à celui des éléments couverts pour vérifier qu'il n'y a pas de sur-couverture.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique "*Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux*" par la contrepartie du compte de résultat.

#### • Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

### 3.6 - DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées à leur valeur d'émission, généralement diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 3.7 - DETTES SUBORDONNÉES

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

### 3.8 - DISTINCTION DETTES ET CAPITAUX PROPRES

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel LACO, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis.

### 3.9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contreparties économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le Groupe couvrent notamment :

- > les risques opérationnels ;
- > les engagements sociaux (cf. 3.12) ;
- > les risques d'exécution des engagements par signature ;
- > les litiges et garanties de passif ;
- > les risques fiscaux ;
- > les risques liés à l'épargne logement (cf. 3.10).



### 3.10 - DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE ET ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les dettes sont des passifs financiers à revenu fixe ou déterminable. Elles sont comptabilisées à leur juste valeur lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisées lors des arrêtés suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf pour celles qui ont été comptabilisées à la juste valeur sur option.

#### **Contrats d'épargne réglementée**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- > un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- > un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### 3.11 - TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit. Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

### 3.12 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions pour risques et charges". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "charges de personnel".

#### **Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies**

Il s'agit des régimes de retraite, pré-retraite et retraite complémentaires dans lesquels le Groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- > le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'obligation moyen et long terme du secteur privé de la zone Euro en fonction de la durée des engagements,
- > le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories Cadre/Non cadre et des caractéristiques régionales,
- > les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- > les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge,
- > l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi Fillon, avec un plafonnement maximum à 65 ans,
- > la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Le Groupe a opté pour la constatation immédiate des écarts actuariels excédant le corridor (au-delà de 10% de la valeur la plus élevée entre la valeur actualisée de l'engagement brute au titre des prestations à la date de clôture et la juste valeur des actifs du régime) en compte de résultat de l'exercice sous forme de provisions, sans étalement sur la durée d'activité résiduelle des salariés. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

#### **Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies**

Les entités du Groupe cotisent à divers régimes de retraite gérés par des organismes indépendants du Groupe, pour lesquels elles ne conservent aucune obligation de paiement supplémentaire formelle ou implicite, notamment s'il s'avère que les actifs du fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux engagements.



Ces régimes n'étant pas représentatifs d'engagement pour le Groupe, ils ne font donc pas l'objet d'une provision. Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la cotisation doit être payée.

#### Avantages à long terme

Il s'agit des avantages à verser, autres que ceux postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat, payables à plus de douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel le personnel a rendu les services correspondants, comme par exemple les médailles du travail, le compte épargne temps...

L'engagement du Groupe au titre des autres avantages à long terme est chiffré selon la méthode des unités de crédits projetés. Cependant, les écarts actuariels sont immédiatement constatés en résultat de la période, la méthode du corridor n'étant pas autorisée.

#### Les avantages à court terme

Il s'agit des avantages payables dans les douze mois de la clôture de l'exercice autres que les indemnités de fin de contrat, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, certaines primes.

Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme sur l'exercice au cours duquel les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus à l'entreprise.

### 3.13 - ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du Groupe.

Par ailleurs, les contrats soumis à IFRS 4 restent comptabilisés et consolidés comme en normes françaises et sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles à l'exception de quelques retraitements limités notamment ceux liés à l'élimination des provisions d'égalisation réglementaires.

Outre les diverses provisions dotées et reprises au passif, les autres transactions générées par ces contrats sont valorisées et comptabilisées selon les mêmes règles. Il s'agit notamment des coûts d'acquisition des contrats, des créances et dettes nées des contrats, d'avances sur polices et des recours et subrogations résultant des contrats d'assurance et de réassurance.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

La réserve de capitalisation dotée en franchise d'impôt dans les comptes individuels des sociétés françaises du fait de la vente de valeurs mobilières amortissables, avec pour objet de différer une partie des plus-values nettes dégagées afin de maintenir le rendement actuariel du portefeuille constitué en représentation des engagements contractuels, est annulée dans les comptes consolidés. Les mouvements de l'exercice affectant cette réserve, constatés par le résultat dans les comptes individuels, sont annulés dans le compte de résultat consolidé. En application de la norme IAS 12 un impôt différé passif est constaté relatif au reclassement effectif en capitaux propres de la réserve de capitalisation.

Conformément au protocole de séparation amiable signé au 31 décembre 2007, le pôle Suravenir Assurances a été cédé le 30 juin 2008 au Groupe Crédit Mutuel Arkéa. Le résultat consolidé de cession a été enregistré au compte de résultat sur la ligne "gains ou pertes nets d'impôts sur activités abandonnées". De ce fait, le Groupe CM LACO n'est plus concerné par la norme IFRS 4 relative aux contrats d'assurances.

### 3.14 - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administrative. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Les coûts d'emprunt encourus lors de la construction ou l'adaptation des biens immobiliers ne sont pas activés.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.





Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations incorporées ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dotations aux amortissements concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" du compte de résultat.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

• **Immobilisations corporelles :**

- > Terrain aménagements réseaux : 15-30 ans
- > Constructions - gros œuvre structure : 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- > Constructions - équipements : 10-40 ans
- > Agencements et installations : 5-15 ans
- > Mobilier et matériel de bureau : 5-10 ans
- > Matériel de sécurité : 3-10 ans
- > Matériel roulant : 3-5 ans
- > Matériel informatique : 3-5 ans

• **Immobilisations incorporelles :**

- > Logiciels acquis ou créés en interne : 1-10 ans
- > Fonds de commerce acquis et droits aux baux : 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle)

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an. S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte

de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" (pour les dotations) et "Produits des autres activités" (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Gains ou pertes nets sur autres actifs".

Les plus et moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités".

La juste valeur des immeubles de placement est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : ces immeubles sont évalués par un expert indépendant tous les trois ans. La dernière expertise remonte au 31 décembre 2007.

Dans l'intervalle, ils sont évalués par un professionnel de l'immobilier qui fournit un avis de la valeur par lot basé sur l'observation du prix de vente des appartements vides réalisée dans le quartier concerné.

### 3.15 - COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées (cf § 3.1).

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cet acte.

### 3.16 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent l'ensemble des impôts assis sur le résultat, exigibles ou différés.

Les impôts exigibles sur les résultats sont calculés selon les règles fiscales en vigueur.

## Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé, à l'exception des écarts d'acquisition.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice, et applicable au cours des exercices suivants.

Des actifs nets des passifs d'impôts différés sont constatés lorsque leur probabilité d'utilisation est élevée. Les impôts exigibles ou différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge, à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

### 3.17 - INTÉRÊTS PRIS EN CHARGE PAR L'ÉTAT DE CERTAINS PRÊTS

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du Groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

### 3.18 - GARANTIES FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

### 3.19 - OPÉRATIONS EN DEVICES

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêt.

#### **Actifs ou passifs financiers monétaires**

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat".

#### **Actifs ou passifs financiers non monétaires**

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur les instruments financiers en juste valeur par résultat" si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers disponibles à la vente.

### 3.20 - ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés s'il est disponible en vue d'être vendu et si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan dans les rubriques "actifs non courants destinés à être cédés" et "dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés". Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.



Des activités sont considérées comme abandonnées lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat dans la rubrique "gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".

Au 31 décembre 2008, le Groupe CM LACO a enregistré dans ce poste du compte de résultat, le résultat de cession du sous-groupe Suravenir Assurances dont l'activité a été abandonnée courant 2008.

### 3.21 - JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS DANS L'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

L'élaboration des états financiers du Groupe exige la formulation d'hypothèses afin d'effectuer les évaluations nécessaires ce qui engendre des risques et des incertitudes concernant leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- > les activités des marchés nationaux et internationaux
- > les fluctuations des taux d'intérêt et de change
- > la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays
- > les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- > juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif (la distinction entre marché actif / marché non actif, la définition d'une transaction forcée ainsi que la définition de ce qu'est un paramètre observable, sont des notions qui requièrent le jugement). Cf. point 3.4 "Titres"
- > régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux
- > dépréciations durables
- > provisions sur créances dépréciées
- > provisions pour risques et charges
- > dépréciations sur actifs incorporels et écarts d'acquisition
- > impôts différés actifs

Les estimations les plus importantes sont indiquées dans l'annexe.

## 4 - INFORMATION SECTORIELLE (IAS 14)

En matière d'information sectorielle, le Groupe communique sur un niveau, l'information par secteur d'activité. Compte tenu de l'activité territoriale du Groupe CM LACO, l'information par secteur géographique n'est pas pertinente et n'est donc pas présentée.

### Information sectorielle par métier

L'information sectorielle du Groupe CM LACO est organisée selon trois branches d'activité :

- > Banque de détail
- > Banque de financement
- > Assurances (courtage)

Le secteur *banque de détail* regroupe le réseau des caisses du Crédit Mutuel LACO, les sociétés de moyens (agriculture, équipement, recouvrement, immobilier...).

Le secteur *banque de financement* est composé de l'activité suivante :

- > Synergie Finance, société de capital risque.

Le secteur *assurances* comprend l'activité de courtage d'assurances.

Les transactions entre secteurs d'activité sont conclues à des conditions de marché.

## 5 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES

Les parties liées au Groupe CM LACO sont les sociétés consolidées au niveau national, y compris les sociétés mises en équivalence.

Les transactions réalisées entre le Groupe CM LACO et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de ces transactions.

Sont reprises dans le tableau d'annexe note I2 les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les transactions réalisées et les encours existant en fin de période avec les sociétés du Groupe consolidées nationalement par intégration globale ainsi que les sociétés sur lesquelles le Groupe CM LACO exerce un contrôle conjoint (consolidation par intégration proportionnelle) pour la part non éliminée en consolidation.

## 6 - NORMES ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE ET NON ENCORE APPLIQUÉES DU FAIT DE LA DATE DE SURVENANCE

Normes IAS / IFRS	Nom de la norme	Date d'application	Conséquences de l'application
<b>IAS</b>			
• IAS 1	Présentation des états financiers (amendements à la norme actuellement en vigueur)	Application obligatoire à compter du 01/01/2009	Impact significatif de présentation Non concerné
• IAS 23	Coûts d'emprunt (amendements à la norme actuellement en vigueur)		
<b>IFRS</b>			
• IFRS 2	Paie ment fondé sur des actions (amendements à la norme actuellement en vigueur)	Application obligatoire à compter du 01/01/2009	Non concerné Impact non significatif
• IFRS 8	Secteurs opérationnels (remplacement d'IAS 14 - information sectorielle)		
<b>IFRIC</b>			
• IFRIC 11	IFRS 2 - Traitement comptable de certains accords particuliers de paiements fondés sur des actions : actions propres et transactions intra-groupe	Application obligatoire à compter du 01/01/2009	Non concerné
• IFRIC 13	Programmes de fidélisation de la clientèle		
• IFRIC 14	IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction		

## 7 - FAITS SIGNIFICATIFS

La crise financière de 2007-2008 trouve son origine dans le dégonflement de la bulle immobilière américaine amorcée en 2007. Elle s'accroît en septembre 2008 avec la faillite de Lehman Brothers et de plusieurs établissements financiers, provoquant un début de crise systémique.

C'est alors une crise de confiance sans précédent qui va s'emparer des places financières entraînant avec elle une crise de liquidité internationale et l'affolement des marchés.

Les gouvernements et les banques centrales ont réagi, de manière plus ou moins concertée, à ce début de crise systémique avec l'objectif à très court terme de maintenir la continuité du système de paiements et du marché interbancaire qui avaient été très affectés par la faillite de plusieurs grandes banques.

Tout au long de l'année, les conditions de financement à moyen long terme des banques ont été difficiles, et le taux auquel celles-ci empruntent au-delà du taux sans risque (spread de crédit) n'a cessé de s'élargir.

Les portefeuilles de titres et d'obligations du CM LACO ont été impactés par les défauts constatés et par l'élargissement des spreads de crédits.

Ainsi, le CM LACO a enregistré en coût du risque l'écart de valorisation négatif de 30 millions d'euros sur les obligations Lehman Brothers et Landsbanki (titres en option juste valeur). Des variations de valeurs négatives pour 22 millions d'euros ont été comptabilisées en compte de résultat sur les autres titres en juste valeur sur option.

## 8 - AUTRES INFORMATIONS

### Honoraires

- > honoraires versés pour le contrôle légal des comptes annuels : 323 k€
- > honoraires versés aux services de conseil juridique et fiscal : 145 k€
- > honoraires versés pour tout autre service : 3 932 k€

### Rémunération des dirigeants

Pour l'exercice 2008, la rémunération de l'organe de direction s'élève à 892 k€.

### Rapport de gestion

En application du Règlement CRC 99.07 du Comité de la Réglementation Comptable, le rapport de gestion du Conseil d'Administration est tenu à la disposition du public au siège de la Fédération :

CRÉDIT MUTUEL DE LOIRE-ATLANTIQUE ET DU CENTRE OUEST  
46, rue du Port Boyer - BP 92636  
44326 NANTES Cedex 3



## NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ÉTATS FINANCIERS

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

### 1 - NOTES RELATIVES AU BILAN

#### NOTE 1 - CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP

##### 1.a - PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/08	31/12/07
<b>CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP</b>		
• Banques centrales	126 195	121 117
• Caisse, CCP	23 838	21 276
<b>TOTAL</b>	<b>150 033</b>	<b>142 393</b>
<b>PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>		
• Comptes et prêts réseau Crédit Mutuel	347 348	370 693
• Autres comptes ordinaires	2 471	2 873
• Prêts et comptes à terme	2 568 592	2 380 387
• Autres créances	30 879	30 779
• Titres non cotés sur un marché actif		19 401
• Pensions		
• Créances dépréciées sur base individuelle	219	
• Créances rattachées	24 063	21 995
• Provisions pour dépréciation	- 219	
<b>TOTAL</b>	<b>2 973 353</b>	<b>2 826 128</b>

##### 1.b - DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/08	31/12/07
<b>BANQUES CENTRALES, CCP</b>		
• Banques centrales		
• CCP		
<b>TOTAL</b>		
<b>DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>		
• Comptes et emprunts du réseau Crédit Mutuel	959 704	1 203 359
• Autres comptes ordinaires	4 616	3 847
• Emprunts	366 707	344 986
• Autres dettes	13 838	18 740
• Pensions	182 061	182 062
• Dettes rattachées	10 769	19 970
<b>TOTAL</b>	<b>1 537 695</b>	<b>1 772 964</b>

#### NOTE 2 - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

##### 2.a - ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/08			31/12/07		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
<b>Titres</b>		708 786	708 786	5 972	1 023 413	1 029 385
• Effets publics						
• Obligations et autres titres à revenu fixe		701 879	701 879	5 972	1 013 318	1 019 290
> Cotés		508 986	508 986	5 972	743 451	749 423
> Non cotés		192 893	192 893		269 867	269 867
• Actions et autres titres à revenu variable						
> Cotés						
> Non cotés						
• Créances rattachées		6 907	6 907		10 095	10 095
Instruments dérivés de transaction	17 278		17 278	21 561		21 561
Autres actifs financiers dont pensions						
<b>TOTAL</b>	<b>17 278</b>	<b>708 786</b>	<b>726 064</b>	<b>27 533</b>	<b>1 023 413</b>	<b>1 050 946</b>

##### 2.b - PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/08	31/12/07
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	26 744	19 057
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		
<b>TOTAL</b>	<b>26 744</b>	<b>19 057</b>



## Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	31/12/08	31/12/07
Vente à découvert de titres		
> Effets publics		
> Obligations et autres titres à revenu fixe		
> Actions et autres titres à revenu variable		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments dérivés de transaction	26 744	19 057
Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction		
<b>TOTAL</b>	<b>26 744</b>	<b>19 057</b>

## Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	31/12/08			31/12/07		
	Val. Compt.	Mont. dû à l'échéance	Ecart	Val. Compt.	Mont. dû à l'échéance	Ecart
Titres émis						
Dettes subordonnées						
Dettes interbancaires		NEANT				
Dettes envers la clientèle						
<b>TOTAL</b>						

## 2.c - HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
• Transaction / JVO				
> Effets publics et valeurs assimilées - Transaction				
> Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option				
> Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction				
> Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	514 400	194 386		708 786
> Actions et autres titres à revenu variable - Transaction				
> Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option				
> Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option				
> Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option				
> Dérivés et autres actifs financiers - Transaction		17 278		17 278
• Instruments dérivés de couverture		119 247		119 247
<b>TOTAL</b>	<b>514 400</b>	<b>330 911</b>		<b>845 311</b>
<b>Passifs financiers</b>				
• Transaction / JVO				
> Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option				
> Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option				
> Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option				
> Dettes subordonnées - Juste valeur sur option				
> Dérivés et autres passifs financiers - Transaction		26 744		26 744
• Instruments dérivés de couverture		137 896		137 896
<b>TOTAL</b>		<b>164 640</b>		<b>164 640</b>



## NOTE 3 - COUVERTURE

### 3.a - INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

	31/12/08		31/12/07	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)				
Couverture de juste valeur (var. enregistrée en résultat)	119 247	137 896	64 200	63 860
<b>TOTAL</b>	<b>119 247</b>	<b>137 896</b>	<b>64 200</b>	<b>63 860</b>

Le montant de l'inefficacité constaté en résultat est non significatif.

### 3.b - ECART DE RÉÉVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX

	Juste valeur		Variation de juste valeur
	31/12/08	31/12/07	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
> d'actifs financiers	64 407	1 216	63 191
> de passifs financiers		4 498	- 4 498

## NOTE 4 - ANALYSE DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

	31/12/08			31/12/07		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
> Swaps	1 269 545	8 156	19 343	804 913	12 719	13 790
> Autres contrats fermes						
> Options et instr. conditionnels	646 878	9 122	7 401	719 820	8 842	5 267
<i>Instrument de change</i>						
> Swaps						
> Autres contrats fermes						
> Options et instr. conditionnels						
<i>Autres que taux et change</i>						
> Swaps						
> Autres contrats fermes						
> Options et instr. conditionnels						
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 916 423</b>	<b>17 278</b>	<b>26 744</b>	<b>1 524 733</b>	<b>21 561</b>	<b>19 057</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
> Swaps	4 981 500	119 162	137 896	3 259 500	63 928	63 860
> Autres contrats fermes						
> Options et instr. conditionnels	20 000	85		20 000	272	
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
> Swaps						
> Autres contrats fermes						
> Options et instr. conditionnels						
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>5 001 500</b>	<b>119 247</b>	<b>137 896</b>	<b>3 279 500</b>	<b>64 200</b>	<b>63 860</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 917 923</b>	<b>136 525</b>	<b>164 640</b>	<b>4 804 233</b>	<b>85 761</b>	<b>82 917</b>



## NOTE 5 - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

### 5.a - ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/08	31/12/07
Effets publics		15 754
Obligations et autres titres à revenu fixe	106 789	32 265
> Cotés	102 021	27 494
> Non cotés	4 768	4 771
Actions et autres titres à revenu variable	20 993	47 753
> Cotés	18 269	45 039
> Non cotés	2 724	2 714
Titres immobilisés	782 554	609 799
> Titres de participations	5 437	4 774
> Autres titres détenus à long terme	2 273	2 273
> Parts dans les entreprises liées	774 842	602 750
> Ecart de conversion		
> Titres prêtés	2	2
> Avances CC SCI douteuses		
Créances rattachées	9 820	9 933
<b>TOTAL</b>	<b>920 156</b>	<b>715 504</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	294 631	374 224
Dont titres données en pension		
Dont valeur brute des actifs dépréciés	3 126	3 740
Dont obligations dépréciées		
Dont prov. pour dépréciation	- 2 862	- 2 036
Dont parts d'entreprises liées cotées	49 231	47 521

Crédit Mutuel





## NOTE 6 - CLIENTÈLE

### 6.a - PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	31/12/08	31/12/07
Créances saines	8 677 645	8 124 842
• Créances commerciales	5 626	5 834
• Autres concours à la clientèle	8 640 582	8 088 742
> crédits à l'habitat	6 392 087	5 958 311
> autres concours et créances diverses dont pensions	2 248 495	2 130 431
• Créances rattachées	31 437	30 266
• Titres non cotés sur un marché actif		
Créances d'assurance et réassurance		
Créances dépréciées sur base individuelle	217 788	176 894
<b>CRÉANCES BRUTES</b>	<b>8 895 433</b>	<b>8 301 736</b>
Provisions individuelles	- 98 747	- 84 984
Provisions collectives	- 7 940	- 7 544
<b>SOUS-TOTAL I</b>	<b>8 788 746</b>	<b>8 209 208</b>
Location financement (investissement net)		
• Mobilier		
• Immobilier		
• Créances dépréciées sur base individuelle		
Provisions pour dépréciation		
<b>SOUS-TOTAL II</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>8 788 746</b>	<b>8 209 208</b>
dont prêts participatifs	988	236
dont prêts subordonnés	29 000	29 000

### Opérations de location financement avec la clientèle

	31/12/07	Acquisition	Cession	Autres	31/12/08
Valeur brute comptable					
Dépréciations des loyers non recouvrables				NÉANT	
Valeur nette comptable					

### 6.b - DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

	31/12/08	31/12/07
Comptes d'épargne à régime spécial	4 991 843	4 779 062
> à vue	3 707 727	3 363 446
> à terme	1 284 116	1 415 616
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	5 648	6 819
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>4 997 491</b>	<b>4 785 881</b>
Comptes à vue	1 233 427	1 223 747
Comptes et emprunts à terme	481 356	308 879
Pensions		
Dettes rattachées	8 586	6 843
Dettes d'assurance et de réassurance		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 723 369</b>	<b>1 539 469</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 720 860</b>	<b>6 325 350</b>

### NOTE 7 - ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

	31/12/08	31/12/07
Titres		
Effets publics		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
> Cotés		
> Non cotés		
Créances rattachées		NÉANT
<b>TOTAL BRUT</b>		
dont actifs dépréciés		
Provisions pour dépréciation		
<b>TOTAL NET</b>		



## NOTE 8 - CADRAGE DES PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION

	31/12/07	Dotation	Reprise	Autres	31/12/08
Prêts et créances Etablissements de crédit		- 219			- 219
Prêts et créances sur la clientèle	- 92 528	- 41 731	27 574	- 2	- 106 687
Titres en AFS "disponibles à la vente"	- 2 036	- 828	3	- 1	- 2 862
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"					
Autres actifs	- 303	- 635	104	407	- 427
<b>TOTAL</b>	<b>- 94 867</b>	<b>- 43 413</b>	<b>27 681</b>	<b>404</b>	<b>- 110 195</b>

## NOTE 9 - IMPÔTS

### 9.a - IMPÔTS COURANTS

	31/12/08	31/12/07
Actif (par résultat)	66 533	75 589
Passif (par résultat)	19 614	42 563

### 9.b - IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/08	31/12/07
Actif (par résultat)	46 977	20 223
Actif (par capitaux propres)		
Passif (par résultat)	238	260
Passif (par capitaux propres)	7 967	8 263

## NOTE 10 - COMPTE DE RÉGULARISATION ET ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

### 10.a - COMPTE DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

	31/12/08	31/12/07
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF</b>		
• Valeurs reçues à l'encaissement	12 041	13 277
• Comptes d'ajustement sur devises	5	3
• Produits à recevoir	26 074	22 128
• Comptes de régularisation divers	48 308	58 460
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>86 428</b>	<b>93 868</b>
<b>AUTRES ACTIFS</b>		
• Comptes de règlement s/opérations sur titres	5	
• Débiteurs divers	104 657	133 205
• Stocks et assimilés	2 271	2 531
• Autres emplois divers		
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>106 933</b>	<b>135 736</b>
<b>AUTRES ACTIFS D'ASSURANCE</b>		
• Autres		
<b>SOUS-TOTAL</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>193 361</b>	<b>229 604</b>

### 10.b - COMPTE DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12/08	31/12/07
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF</b>		
• Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	309	1 390
• Comptes d'ajustement sur devises		
• Charges à payer	38 495	15 448
• Comptes de régularisation divers	113 009	119 338
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>151 813</b>	<b>136 176</b>
<b>AUTRES PASSIFS</b>		
• Comptes de règlement s/opérations sur titres		558
• Versements restant à effectuer sur titres	422	370
• Crédeurs divers	42 636	98 344
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>43 058</b>	<b>99 272</b>
<b>AUTRES PASSIFS D'ASSURANCE</b>		
• Dépôts et cautionnements reçus		
• Autres		
<b>SOUS-TOTAL</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>194 871</b>	<b>235 448</b>

### 10.c - ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Conformément au protocole de séparation amiable signé en 2007, le pôle Suravenir Assurances a été cédé le 30 juin 2008 au Groupe Crédit Mutuel Arkéa.

De ce fait, les actifs du pôle destinés à être cédés qui figuraient au bilan consolidé du Groupe CM LACO au 31 décembre 2007 sont sortis en 2008.



## NOTE 11 - PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

### Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

	31/12/08		31/12/07	
	Valeur de MEE	QP de résultat	Valeur de MEE	QP de résultat
BCME	Déconsolidation en 2008		37 247	4 569
SYNERGIE FINANCE	26 111	6 471	21 398	1 695
GOLFIMMO	5	- 8	13	- 10
<b>TOTAL</b>	<b>26 116</b>	<b>6 463</b>	<b>58 658</b>	<b>6 254</b>

## NOTE 12 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/07	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/08
Coût historique	11 496	528	- 444	- 14	11 566
Amortissement et dépréciation	- 1 731	- 236	51		- 1 916
<b>MONTANT NET</b>	<b>9 765</b>	<b>292</b>	<b>- 393</b>	<b>- 14</b>	<b>9 650</b>

La juste valeur des immeubles comptabilisés au coût est de 20 500 k€.

## NOTE 13 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

### 13.a - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Traitement de référence	31/12/07	Augmentation	Diminution	Autres variations <sup>(1)</sup>	31/12/08
<b>COÛT HISTORIQUE</b>					
• Terrains d'exploitation	5 560	5	- 4	643	6 204
• Constructions d'exploitation	102 202	4 527	- 386	6 034	112 377
• Autres immobilisations corporelles	40 024	4 171	- 22 836	- 120	21 239
<b>TOTAL</b>	<b>147 786</b>	<b>8 703</b>	<b>- 23 226</b>	<b>6 557</b>	<b>139 820</b>
<b>AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION</b>					
• Constructions d'exploitation	- 50 593	- 5 438	338	- 245	- 55 938
• Autres immobilisations corporelles	- 27 611	- 3 290	17 180	94	- 13 627
<b>TOTAL</b>	<b>- 78 204</b>	<b>- 8 728</b>	<b>17 518</b>	<b>- 151</b>	<b>- 69 565</b>
<b>MONTANT NET</b>	<b>69 582</b>	<b>- 25</b>	<b>- 5 708</b>	<b>6 406</b>	<b>70 255</b>

<sup>(1)</sup> dont 5 975 k€ liés à l'entrée de périmètre de la SCI des ANTONS et 443 k€ d'écart d'évaluation lié à cette entrée.

Dont immeubles loués en location financement	31/12/07	Acquisition	Cession	Autres	31/12/08
Valeur comptable brute					
Amortissements et dépréciations			NÉANT		
<b>TOTAL</b>					



### 13.b - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Traitement de référence	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Autres variations	31/12/08
<b>COÛT HISTORIQUE</b>					
• Immobilisations générées en interne					
• Immobilisations acquises	10 324	419	- 55	- 1 380	9 308
> logiciels	159		- 3		156
> autres	10 165	419	- 52	- 1 380	9 152
<b>TOTAL</b>	<b>10 324</b>	<b>419</b>	<b>- 55</b>	<b>- 1 380</b>	<b>9 308</b>
<b>AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION</b>					
• Immobilisations générées en interne					
• Immobilisations acquises	- 3 389	- 516	20	84	- 3 801
> logiciels	- 156				- 156
> autres	- 3 233	- 516	20	84	- 3 645
<b>TOTAL</b>	<b>- 3 389</b>	<b>- 516</b>	<b>20</b>	<b>84</b>	<b>- 3 801</b>
<b>MONTANT NET</b>	<b>6 935</b>	<b>- 97</b>	<b>- 35</b>	<b>- 1 296</b>	<b>5 507</b>

### NOTE 14 - ECART D'ACQUISITION

	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Autres Variations	31/12/08
<b>ECART D'ACQUISITION NET</b>	<b>4 546</b>	<b>322</b>	<b>- 818</b>		<b>4 050</b>

### Ecarts d'acquisition

Filiales	31/12/07	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	31/12/08
Sous-groupe Immobilier ATARAXIA	3 728				3 728
Sous-groupe Assurance Courtage Atlancourtage O. A.	818		- 818		
Autres		322			322
<b>TOTAL</b>	<b>4 546</b>	<b>322</b>	<b>- 818</b>		<b>4 050</b>

### NOTE 15 - DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

	31/12/08	31/12/07
Bons de caisse	9 803	10 599
TMI & TCN	4 148 957	3 637 122
Emprunts obligataires		
Dettes rattachées	38 092	43 483
<b>TOTAL</b>	<b>4 196 852</b>	<b>3 691 204</b>

### NOTE 16 - PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE

	31/12/08	31/12/07
Vie		
Non vie		
Unités de compte		NÉANT
Autres		
<b>TOTAL</b>		



## NOTE 17 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Solde d'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres Variations	Solde de clôture
Provisions pour engagements de retraite et autres passifs sociaux	3 191	151	- 533	- 18	- 380	2 411
Provisions pour impôts hors impôts sur les sociétés	54	38	- 36			56
Provisions pour engagements par signature	350	252	- 82	- 197		323
Provisions pour risques sur créances diverses	1 564	713	- 613	- 273	- 627	764
Autres provisions pour risques de contrepartie	417	284	- 132			569
Provisions pour litiges	404	334	- 67	- 33	526	1 164
Provision Epargne Logement	13 308	493		- 399		13 402
Autres provisions pour risques et charges (dont provision pour IS)	4 078	582	- 643	- 319		3 698
<b>TOTAL</b>	<b>23 366</b>	<b>2 847</b>	<b>- 2 106</b>	<b>- 1 239</b>	<b>- 481</b>	<b>22 387</b>

### Tableau des provisions PEL/CEL (encours gérés au 30 novembre 2008)

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	TOTAL
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	87 031	472 685	289 286	849 002
Montant des provisions sur PEL	4 955	295	329	5 579
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				280 227
Montant des provisions sur CEL				4 453
Dotations Provisions EL				493
Reprises Provisions EL				399
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				115 155
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				3 370





## NOTE 19 - RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL ET RÉSERVES

### 19.a - CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (HORS RÉSULTAT ET GAINS ET PERTES LATENTS)

	31/12/08	31/12/07
Capital et réserves liées au capital	170 780	153 428
• Capital	160 183	144 672
• Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	10 597	8 756
Réserves consolidées	775 164	701 790
• Autres réserves (dont effets liés à la première application)	774 353	698 272
• Report à nouveau	811	3 518
<b>TOTAL</b>	<b>945 944</b>	<b>855 218</b>

### 19.b - GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS PART DU GROUPE

	31/12/08	31/12/07
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
• actifs disponibles à la vente	298 762	379 488
• dérivés de couverture (CFH)		
<b>TOTAL</b>	<b>298 762</b>	<b>379 488</b>

\* Soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflect.

## NOTE 20 - ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

Engagements donnés	31/12/08	31/12/07
Engagements de financement		
• Engagements en faveur d'établissements de crédit	119 692	67 811
• Engagements en faveur de la clientèle	797 781	956 869
Engagements de garantie		
• Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 161	1 460
• Engagements d'ordre de la clientèle	166 043	182 444
Engagements sur titres		
• Titres acquis avec faculté de reprise		
• Autres engagements donnés	85 092	28 245

Engagements reçus	31/12/08	31/12/07
Engagements de financement		
• Engagements reçus d'établissements de crédit	185	
• Engagements reçus de la clientèle	51 542	51 542
Engagements de garantie		
• Engagements reçus d'établissements de crédit	653 004	602 328
• Engagements reçus de la clientèle	460 762	450 213
Engagements sur titres		
• Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
• Autres engagements reçus	92	245



## 2 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### NOTE 21 - INTÉRÊTS ET PRODUITS/CHARGES ASSIMILÉS

	31/12/08		31/12/07	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit & banques centrales	144 345	- 75 218	113 964	- 82 675
Clientèle	422 034	- 197 072	372 125	- 163 912
• dont location financement				
Actifs/Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat				
Instruments dérivés de couverture	161 763	- 165 884	85 044	- 82 941
Actifs financiers disponibles à la vente	2 747		2 628	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
Dettes représentées par un titre		- 187 189		- 130 237
Dettes subordonnées				
<b>TOTAL</b>	<b>730 889</b>	<b>- 625 363</b>	<b>573 761</b>	<b>- 459 765</b>
Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	569 126	- 459 479	488 717	- 376 824
Dont charges sur passifs au cout amorti		- 459 479		- 376 824

### NOTE 22 - COMMISSIONS

	31/12/08		31/12/07	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2 339	- 55	2 236	- 55
Clientèle	29 554	- 10	30 343	- 1
Titres	8 382	- 239	9 254	- 407
• dont activités gérées pour compte de tiers	6 452		6 852	
Instruments dérivés	6		6	
Change	33		39	
Engagements de financement et de garantie		- 76		- 46
Prestations de services	70 402	- 18 679	76 963	- 18 856
<b>TOTAL</b>	<b>110 716</b>	<b>- 19 059</b>	<b>118 841</b>	<b>- 19 365</b>

### NOTE 23 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/08	31/12/07
Instruments de transaction	- 8 368	4 838
Instruments à la juste valeur sur option	16 576	29 786
Inefficacité des couvertures	3 522	- 295
• Sur CFH		
• Sur couverture de juste valeur	3 522	- 295
> Variations de juste valeur des éléments couverts	- 2 682	- 409
> Variations de juste valeur des éléments de couverture	6 204	114
Résultat de change	105	94
<b>TOTAL DES VARIATIONS DE JUSTE VALEUR</b>	<b>11 835</b>	<b>34 423</b>
dont dérivés de transaction	- 8 758	4 568
dont estimées à partir d'un modèle de valorisation comprenant des données non observables sur le marché : 0		





## NOTE 24 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/08			Total
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		205		205
Actions et autres titres à revenu variable	93	1 349	1	1 443
Titres immobilisés	48 185	317	- 940	47 562
Autres				
<b>TOTAL</b>	<b>48 278</b>	<b>1 871</b>	<b>- 939</b>	<b>49 210</b>

	31/12/07			Total
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		40		40
Actions et autres titres à revenu variable	83	816		899
Titres immobilisés	40 324	1 529	- 797	41 056
Autres				
<b>TOTAL</b>	<b>40 407</b>	<b>2 385</b>	<b>- 797</b>	<b>41 995</b>

## NOTE 25 - PRODUITS/CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

	31/12/08	31/12/07
<b>PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS</b>		
• Contrats d'assurance :		
> primes acquises		
> produits nets des placements		
> produits techniques et non techniques		
• Immeubles de placement :	366	4 144
> plus values de cession	366	4 144
• Produits sur location		
• Charges refacturées		
• Autres produits	28 424	36 951
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>28 790</b>	<b>41 095</b>
<b>CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS</b>		
• Contrats d'assurance :		
> charges de prestations		
> variation des provisions		
> charges techniques et non techniques		
• Immeubles de placement :	- 236	- 333
> charges		
> dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	- 236	- 333
> moins values de cession		
• Autres charges	- 3 986	- 3 743
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>- 4 222</b>	<b>- 4 076</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS NETS / AUTRES CHARGES NETTES</b>	<b>24 568</b>	<b>37 019</b>



## NOTE 26 - FRAIS GÉNÉRAUX

	31/12/08	31/12/07
Charges de personnel	- 132 539	- 131 390
Autres charges	- 78 930	- 80 262
<b>TOTAL</b>	<b>- 211 469</b>	<b>- 211 652</b>

### 26.a - CHARGES DE PERSONNEL

	31/12/08	31/12/07
Salaires et traitements	- 80 104	- 78 130
Charges sociales	- 35 947	- 34 018
Avantages du personnel		
Intéressement et participation des salariés	- 7 650	- 10 604
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	- 8 838	- 8 270
Autres		- 368
<b>TOTAL</b>	<b>- 132 539</b>	<b>- 131 390</b>

### Effectifs moyens

	31/12/08	31/12/07
Techniciens de la banque	1 559	1 532
Cadres	777	777
<b>TOTAL</b>	<b>2 336</b>	<b>2 309</b>

### 26.b - AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31/12/08	31/12/07
Impôts et taxes	- 7 111	- 10 515
Services extérieurs	- 64 073	- 60 567
Autres charges diverses (transports, déplacements...)	1 493	1 037
<b>TOTAL</b>	<b>- 69 691</b>	<b>- 70 045</b>

### 26.c - DOTATIONS/REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/08	31/12/07
<b>AMORTISSEMENTS</b>	<b>- 9 182</b>	<b>- 10 047</b>
• immobilisations corporelles	- 8 713	- 9 777
• immobilisations incorporelles	- 469	- 270
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>- 57</b>	<b>- 170</b>
• immobilisations corporelles	- 8	- 108
• immobilisations incorporelles	- 49	- 62
<b>TOTAL</b>	<b>- 9 239</b>	<b>- 10 217</b>



## NOTE 27 - COÛT DU RISQUE

31/12/08	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Autres*	Total
Etablissements de crédit	- 220						- 220
Clientèle	- 40 803	26 633	- 5 500	- 971	925		- 19 716
• Location financement							
• Autres clientèle	- 40 803	26 633	- 5 500	- 971	925		- 19 716
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>- 41 023</b>	<b>26 633</b>	<b>- 5 500</b>	<b>- 971</b>	<b>925</b>		<b>- 19 936</b>
HTM - DJM							
AFS - DALV							
Autres*	- 1 774	1 342				- 30 055	- 30 487
<b>TOTAL</b>	<b>- 42 797</b>	<b>27 975</b>	<b>- 5 500</b>	<b>- 971</b>	<b>925</b>	<b>- 30 055</b>	<b>- 50 423</b>

\* dont 29 063 k€ de baisse de valeurs sur créances LEHMAN Brothers et 992 k€ sur créances Banque Islandaise LANDSBANKI.

31/12/07	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	Autres	Total
Etablissements de crédit			- 30				- 30
Clientèle	- 31 741	23 751	- 3 834	- 720	744		- 11 800
• Location financement							
• Autres clientèle	- 31 741	23 751	- 3 834	- 720	744		- 11 800
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>- 31 741</b>	<b>23 751</b>	<b>- 3 864</b>	<b>- 720</b>	<b>744</b>		<b>- 11 830</b>
HTM - DJM							
AFS - DALV							
Autres	- 1 631	1 736			1		106
<b>TOTAL</b>	<b>- 33 372</b>	<b>25 487</b>	<b>- 3 864</b>	<b>- 720</b>	<b>745</b>		<b>- 11 724</b>

## NOTE 28 - GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS

	31/12/08	31/12/07
Immobilisations corp. & incorp.	185	472
• MV de cession	- 103	- 1 038
• PV de cession	288	1 510
PV/MV sur titres consolidés cédés	2 666	
<b>TOTAL</b>	<b>2 851</b>	<b>472</b>



## NOTE 29 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	31/12/08	31/12/07
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Ecart d'acquisition négatif passé en résultat		
<b>TOTAL</b>	<b>NÉANT</b>	<b>NÉANT</b>

## NOTE 30 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

### Décomposition de la charge d'impôt

	31/12/08	31/12/07
Charge d'impôt exigible	- 20 301	- 28 216
Charge d'impôt différé	23 653	2 919
Impact des variations de taux d'impôt sur les impôts différés		
Ajustements au titre des exercices antérieurs	1	58
<b>TOTAL</b>	<b>3 353</b>	<b>- 25 239</b>

### Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

	31/12/08		31/12/07	
	Taux	Montants	Taux	Montants
Impôt théorique	34,43%	- 7 210	34,43%	- 35 563
Impact des régimes spécifiques des SCR et SICOMI				
Impact du taux réduit	- 4,04%	846	- 1,49%	1 539
Impact des taux d'imposition spécifiques des entités étrangères				
Décalages permanents : régime mère fille	- 47,93%	10 037	- 7,65%	7 902
Décalages permanents : déficit fiscal non activé			- 0,22%	227
Décalages permanents : Mécénat	1,34%	- 281	0,33%	- 341
Autres décalages permanents	- 1,64%	343	- 0,48%	496
Crédits d'impôt				
Autres	1,83%	- 383	- 0,49%	501
<b>IMPÔT EFFECTIF</b>	<b>- 16,01%</b>	<b>3 353</b>	<b>24,44%</b>	<b>- 25 239</b>
Résultat taxable		20 941		103 290
<b>CHARGE D'IMPÔT</b>	<b>3 353</b>		<b>- 25 239</b>	

## Répartition des impôts différés par grandes catégories

	31/12/08		31/12/07	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Reports fiscaux déficitaires	21 649			
Différences temporaires sur				
• PV/MV différées sur titres disponibles à la vente		7 967		8 263
• provisions	- 10 163	124	9 134	
• réserve latente de location financement				
• résultats des sociétés transparentes	1 316	865	1 412	401
• activité d'assurance				
• autres décalages temporaires	34 950	24	10 116	298
Compensation	- 775	- 775	- 439	- 439
<b>TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS</b>	<b>46 977</b>	<b>8 205</b>	<b>20 223</b>	<b>8 523</b>

Les impôts différés sont calculés selon le principe du report variable.  
Pour les entités françaises, le taux de l'impôt différé est de 34,43%.

## NOTE 31 - GAINS ET PERTES NETS D'IMPÔTS SUR ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Conformément au protocole de séparation amiable signé au 31 décembre 2007, le pôle Suravenir Assurances a été cédé le 30 juin 2008 au Groupe Crédit Mutuel Arkéa. Le résultat consolidé de cession pour un montant de 16 079 k€ a été enregistré au compte de résultat sur la ligne "gains ou pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".





## INFORMATION SECTORIELLE

### Répartition du bilan par activités - ACTIF

31/12/08	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Caisses, Banques centrales, CCP - Actif	150 033						150 033
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	726 064						726 064
Instruments dérivés de couverture - Actif	119 247						119 247
Actifs financiers disponible à la vente	920 125	31					920 156
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 028 619	6 484				- 61 750	2 973 353
Prêts et créances sur la clientèle	8 838 155					- 49 410	8 788 746
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							
Actifs non courants destinés à être cédés							
Participations dans les entreprises MEE	5		26 111				26 116

31/12/07	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Caisses, Banques centrales, CCP - Actif	142 393						142 393
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 050 946						1 050 946
Instruments dérivés de couverture - Actif	64 200						64 200
Actifs financiers disponible à la vente	714 846	658					715 504
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 880 963	2 882				- 57 717	2 826 128
Prêts et créances sur la clientèle	8 257 977	230				- 48 999	8 209 208
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance							
Actifs non courants destinés à être cédés		34 014					34 014
Participations dans les entreprises MEE	37 260		21 398				58 658

### Répartition du bilan par activités - PASSIF

31/12/08	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Banques centrales, CCP - Passif							
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	26 744						26 744
Instruments dérivés de couverture - Passif	137 896						137 896
Dettes envers les établissements de crédit	1 591 109					- 53 414	1 537 695
Dettes envers la clientèle	6 778 605					- 57 746	6 720 860
Dettes représentées par un titre	4 196 852						4 196 852

31/12/07	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Banques centrales, CCP - Passif							
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	19 057						19 057
Instruments dérivés de couverture - Passif	63 860						63 860
Dettes envers les établissements de crédit	1 835 904					- 62 940	1 772 964
Dettes envers la clientèle	6 368 918	244				- 43 812	6 325 350
Dettes représentées par un titre	3 691 204						3 691 204



## Répartition du compte de résultat par activités

31/12/08	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Produit net bancaire	294 130	1 512				- 12 846	282 796
Frais généraux	- 223 245	- 1 070				12 846	- 211 469
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>70 885</b>	<b>442</b>					<b>71 327</b>
Coût du risque	- 50 423						- 50 423
Gains sur autres actifs*	2 843		6 471				9 314
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>23 305</b>	<b>442</b>	<b>6 471</b>				<b>30 218</b>
Impôt sur les sociétés	3 564	- 211					3 353
Gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées		16 079					16 079
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>26 869</b>	<b>16 310</b>	<b>6 471</b>				<b>49 650</b>
Minoritaires	141	9					150
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>26 728</b>	<b>16 301</b>	<b>6 471</b>				<b>49 500</b>

31/12/07	Banque de détail	Assurance	Banque de financement	Banque privée	Autres	Inter activités	Total
Produit net bancaire	334 121	4 176			269	- 11 657	326 909
Frais généraux	- 221 129	- 2 168			- 12	11 657	- 211 652
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>112 992</b>	<b>2 008</b>			<b>257</b>		<b>115 257</b>
Coût du risque	- 11 737	13					- 11 724
Gains sur autres actifs*	5 031		1 695				6 726
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>106 286</b>	<b>2 021</b>	<b>1 695</b>		<b>257</b>		<b>110 259</b>
Impôt sur les sociétés	- 25 035	- 204					- 25 239
Gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées		7 345					7 345
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>81 251</b>	<b>9 162</b>	<b>1 695</b>		<b>257</b>		<b>92 365</b>
Minoritaires	642	73					715
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>80 609</b>	<b>9 089</b>	<b>1 695</b>		<b>257</b>		<b>91 650</b>

\* Y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition.

## Répartition du bilan et du résultat par zones géographiques

Le Groupe CM LACO exerce son activité en France Métropolitaine.



## AUTRES INFORMATIONS

### NOTE I1 - JUSTE VALEUR

#### JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 31 décembre 2008. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur. Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs et les comptes d'autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du Groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus values ou les moins values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée au 31 décembre.

Montants en k€	31/12/08		31/12/07	
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Valeur de marché	Valeur au bilan
<b>ACTIFS</b>				
• Prêts et créances sur établissements de crédit	2 709 464	2 973 353	2 770 120	2 826 128
• Prêts et créances à la clientèle	9 267 637	8 788 746	8 283 716	8 209 208
• Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance				
<b>PASSIFS</b>				
• Dettes envers les établissements de crédit	1 514 603	1 537 695	1 802 992	1 772 964
• Dettes envers la clientèle	6 120 023	6 720 860	5 876 993	6 325 350
• Dettes représentées par un titre	4 197 515	4 196 852	3 684 292	3 691 204
• Dettes subordonnées				

### NOTE I2 - DIVIDENDES

L'entité consolidante a prévu de verser hors Groupe CM LACO : 4 871 k€.





### NOTE 13 - INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Montants en k€	31/12/08		31/12/07	
	Entités consolidées par intégration globale	Entités consolidées par intégration proportionnelle	Entités consolidées par intégration globale	Entités consolidées par intégration proportionnelle
<b>ACTIFS</b>				
• Prêts et créances sur établissements de crédit	668 486		736 227	
> Dont comptes ordinaires	220 679		171 250	
• Prêts et créances à la clientèle	28 500	53	28 500	16
• Actifs à la juste valeur par résultat	105 884		155 181	
• Actifs disponibles à la vente	19 958		19 958	
• Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
• Instruments dérivés de couverture				
• Actifs divers	20 136		15 691	
<b>PASSIFS</b>				
• Dettes envers les établissements de crédit	1 093 358		1 302 442	
> Dont comptes ordinaires				
• Instruments dérivés de couverture				
• Passifs à la juste valeur par résultat				
• Dettes envers la clientèle	85 360		86 997	19
• Dettes représentées par un titre	157 034		192 098	
• Dettes subordonnées				
• Passifs divers				





## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008 sur :

- > le contrôle des comptes consolidés du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre Ouest, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la justification de nos appréciations ;
- > la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### 2 - Justification des appréciations

2008 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

- Comme indiqué dans la note 3.2 de la partie "Principes et méthodes comptables" de l'annexe aux états financiers consolidés, votre Groupe constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir

les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par le Groupe relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions sur base individuelle et collective.

- Votre Groupe constitue des provisions pour couvrir le risque de conséquences potentiellement défavorables des engagements liés aux comptes et plans Epargne Logement (note 3.10 de la partie "Principes et méthodes comptables" de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de cette provision et avons vérifié que la note annexe 17 donne une information appropriée.

- Votre Groupe expose dans le titre 7 de l'annexe aux comptes consolidés le contexte spécifique de la crise financière, ses expositions directes et indirectes et le dispositif mis en place pour les apprécier. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place relatif au recensement de ces expositions et à leur valorisation, ainsi que le caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nantes, le 9 avril 2009.

Les commissaires aux comptes :

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

COGEX

Franck Noël

Alain Siloret



